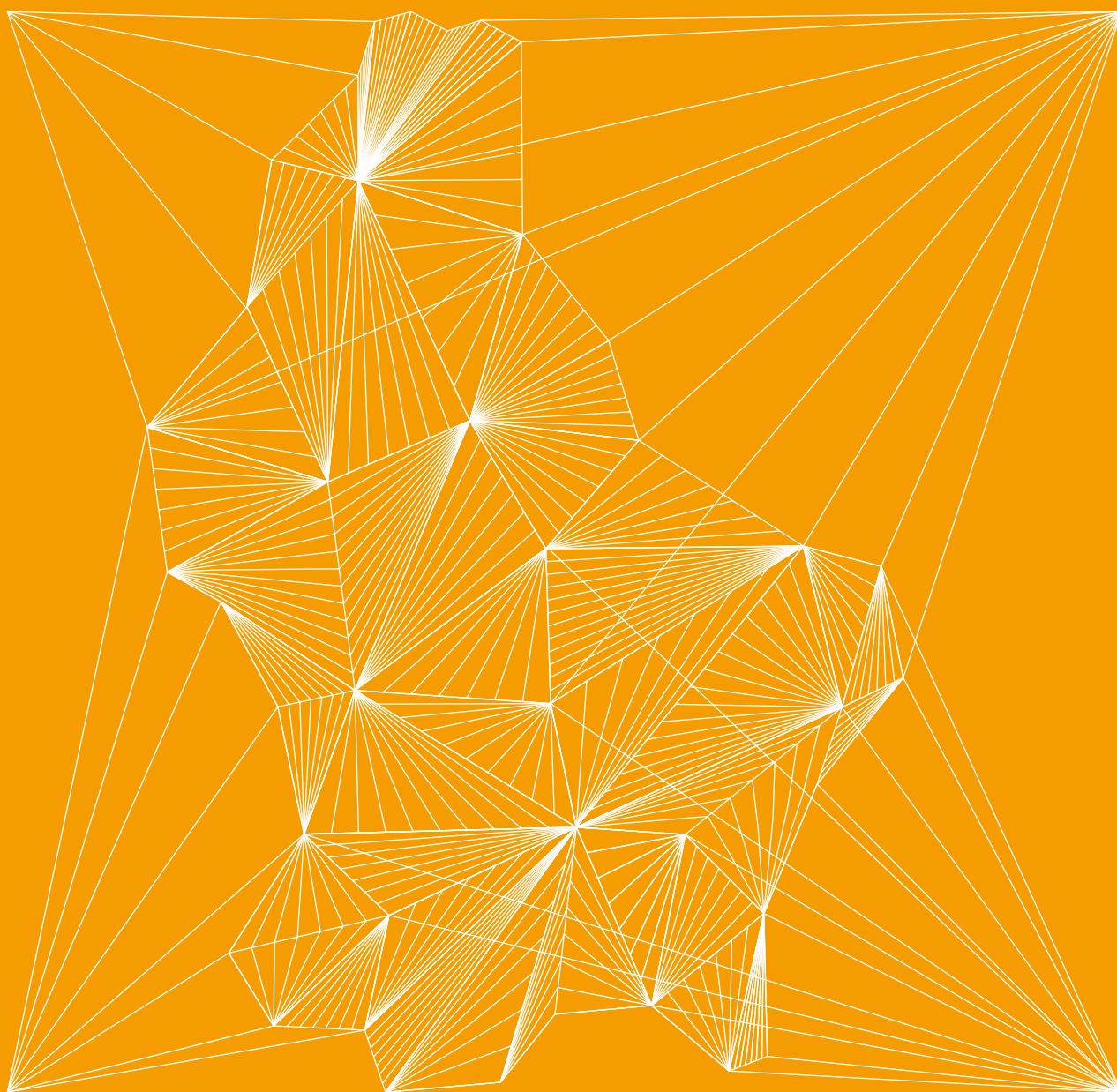

Nos publications en chiffres et en images

15 infographies





Nos publications en chiffres et en images

15 infographies

EDIT

“Une image vaut mille mots”

Pour contenter tout le monde, du spectateur contemplatif au lecteur invétéré, depuis septembre 2016, notre contribution au magazine Merkur, bimestriel de la Chambre de Commerce, tient en une infographie et... mille mots (ou presque). Une contribution ramassée pour un contenu de qualité : un vrai défi !

A travers ces 15 fiches détachables, nous vous avons donc proposé une plongée «alternative» dans nos publications phare. Santé, compétitivité, logement, coopération transfrontalière, culture, startups, R&D, finances publiques, Europe ou encore RSE : que de thèmes abordés ! Mobilisant des chiffres, des graphiques et des pictogrammes minutieusement sélectionnés pour illustrer les principaux messages, nous avons eu à cœur de présenter nos travaux de manière concise et pédagogique afin de les rendre (toujours plus) accessibles.

Le présent recueil rassemble l'ensemble de ces contributions (sans retouche aucune !). Il vous permettra ainsi de (re)découvrir le travail accompli depuis plus de 2 ans. Chaque fiche se présente de la même manière : au recto, une infographie consacrée à l'une de nos publications majeures et au verso, un article qui complète ou approfondit le thème abordé.

Cette compilation est, en outre, l'occasion idoine de remercier l'équipe de Merkur pour ses conseils opportuns et son suivi attentif ainsi que l'agence h2a, qui a créé ces fiches, pour son professionnalisme.

Enfin, si le moment est propice pour regarder en arrière et se féliciter des bonnes fortunes, il l'est également pour se projeter dans l'avenir et vous préparer de nouveaux contenus... Sans trahir de secrets, nous pouvons d'ores et déjà vous dire que l'année 2019 vous permettra de découvrir des travaux consacrés à la responsabilité des entreprises, au patrimoine de l'Etat ou encore à l'industrie, pour n'en citer que quelques uns.

En espérant vivement susciter votre curiosité future en attisant votre intérêt présent grâce à cet ouvrage, nous vous donnons rendez-vous en 2019 pour de prochaines contributions !

L'équipe de la Fondation IDEA asbl

SOMMAIRE

2016

Fiche 01 — 06-07
MEDICAL SCHOOL

Fiche 02 — 08-09
POUR UN LUXEMBOURG
CLASSÉ AU TOP!

Fiche 03 — 10-11
LE LOGEMENT AU
LUXEMBOURG

2017

Fiche 04 — 12-13
SE LOGER AU-DELÀ DES
FRONTIÈRES

Fiche 05 — 14-15
PLATEFORMES
COLLABORATIVES

Fiche 06 — 16-17
LA POPULATION À
L’HORIZON 2060

Fiche 07 — 18-19
CULTURE ET
STATISTIQUES

Fiche 08 — 20-21
STARTUPS AU
LUXEMBOURG

Fiche 09 — 22-23
LA R&D SE CHERCHE
ENCORE

2018

Fiche 10 — 24-25
PENSONS PENSIONS !

Fiche 11 — 26-27
POUR UNE «EUROPE
LUXEMBOURGEOISE»

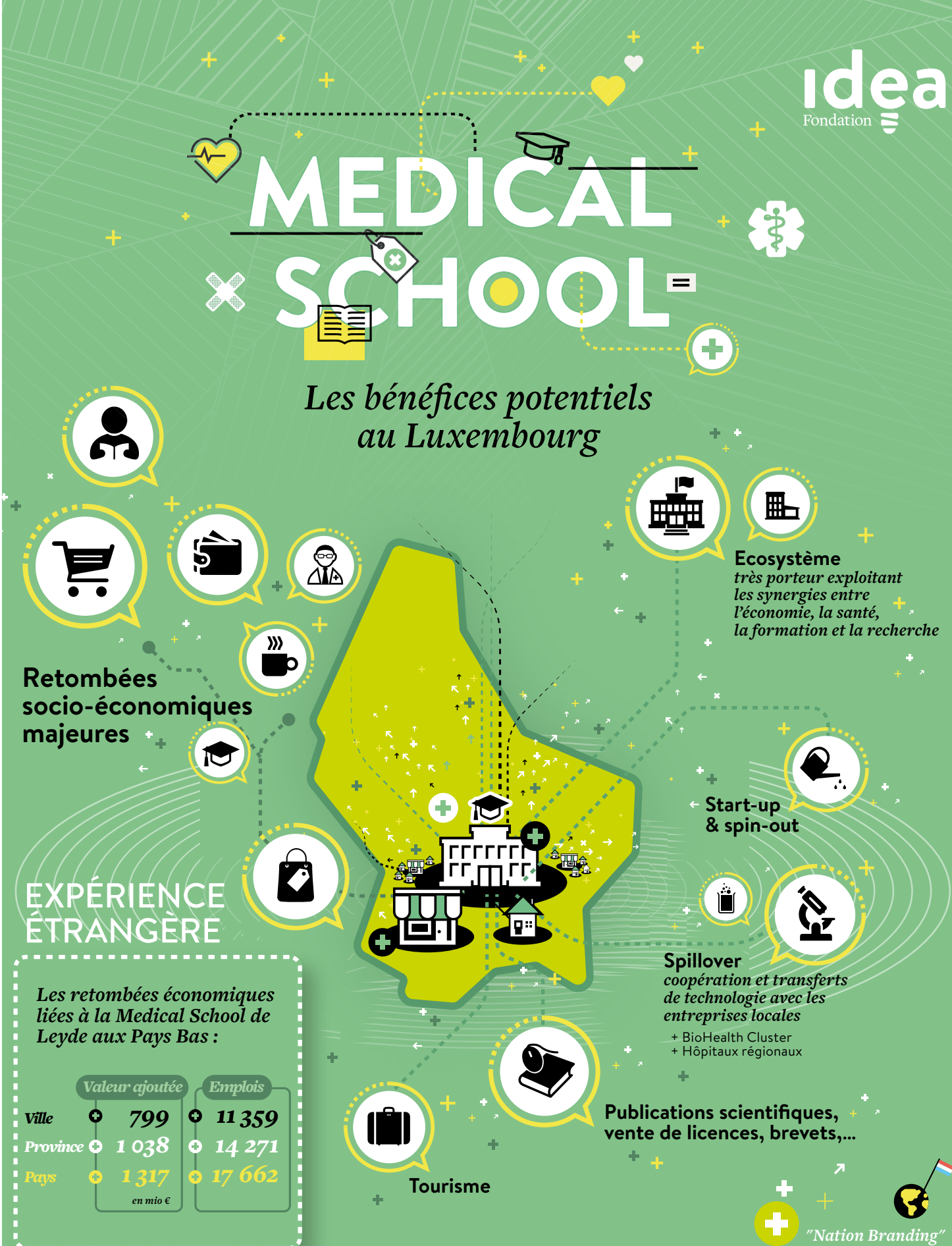
Fiche 12 — 28-29
COMMENT
RENFORCER LA R&D AU
LUXEMBOURG ?

Fiche 13 — 30-31
SI J’ÉTAIS PREMIER
MINISTRE...

Fiche 14 — 32-33
ETAT : QUE PAIE-T-ON ?
POUR QUOI ?

2019

Fiche 15 — 34-35
RESPONSABILITÉ
SOCIALE DES
ENTREPRISES



Pour en savoir plus, retrouvez l'intégralité de l'Idée du mois sur fondation-idea.lu et rejoignez nous sur facebook.com/FondationIDEA

Budget de la santé : en « période de grâce » → mais après ?

Surplus de 105 millions d'euros en 2015 : la situation de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise a de quoi réjouir. Et, sauf bouleversement majeur, ce faste devrait perdurer pendant encore une dizaine d'années à la faveur de la structure démographique particulière du Luxembourg et pourvu que l'immigration nette demeure (fort) soutenue. Mais à plus long terme, de lourds défis tels que le vieillissement démographique affleurent...

DES FINANCES POTENTIELLEMENT VULNÉRABLES À PLUS LONG TERME

Les difficultés futures sont déjà illustrées par les projections du Groupe de travail européen sur le vieillissement (GTV) qui table sur un **accroissement du ratio des dépenses de santé de 0,5 % de PIB d'ici 2060** au Luxembourg ; une hausse d'environ **270 millions d'euros** en base 2016. Soit pratiquement l'équivalent du montant des indemnités de chômage. IDEA a relâché ces hypothèses et développé plusieurs scénarios à risque : une démographie moins dynamique (avec le retour à 700.000 habitants « seulement » en 2060), une plus grande sensibilité

des dépenses de santé au vieillissement, une demande de services de santé reflétant mieux l'élévation du niveau de vie et enfin une croissance des dépenses de santé excédant celle du PIB nominal.

UN SCÉNARIO « WORST CASE » QUI MÉRITE BIEN SON NOM

Un **scénario « Worst case »** a été effectué : ce n'est pas une prévision (présomptueux, sur une période aussi longue...) mais une illustration de la vulnérabilité potentielle du budget de l'assurance maladie-maternité. Sous cette hypothèse, les dépenses augmenteraient alors non pas de 0,5% d'ici 2060, mais de **4%. Soit de 2 milliards d'euros.**

Ce « Worst case » se conçoit « à politique inchangée ». Ainsi, une Caisse nationale de santé (CNS) se contentant d'appliquer « passivement » la norme budgétaire qui encadre actuellement son budget avec des réserves ne pouvant être inférieures à 10%... ou supérieures à 20% des dépenses courantes, pourrait augmenter les prestations pendant la période de grâce démographique, pour se voir contrainte de doubler les taux de cotisation par la suite (ou de diminuer drastiquement les

dépenses). Gare à l'ouverture des vannes budgétaires donc.

PRÉVENTION : LE BUDGET DE LA SANTÉ AUSSI

Que faire ? Voir loin en particulier : tous les risques budgétaires potentiels doivent être correctement évalués, voire couverts. Au-delà du « chiffirable », l'impact du progrès technologique ou de l'émergence d'un espace de la santé plus intégré à l'échelle européenne - en relation avec les frontaliers - sur les coûts de la santé doit être anticipé.

Profitons donc de cette « période de grâce » pour **introduire sereinement un suivi proactif de la situation budgétaire de la santé**, sur un horizon suffisamment long, avec l'apport d'experts indépendants, associé à des débats avec la « société civile » pour garantir une plus large « appropriation citoyenne » des batteries de scénario.

In fine, cela pourrait permettre de constituer des réserves de précaution, permettant d'éviter, à l'avenir, une volatilité extrême des taux de cotisation et de la qualité des services offerts, dans ce domaine vital par essence que constitue la santé.



Muriel Bouchet
muriel.bouchet@fondation-idea.lu

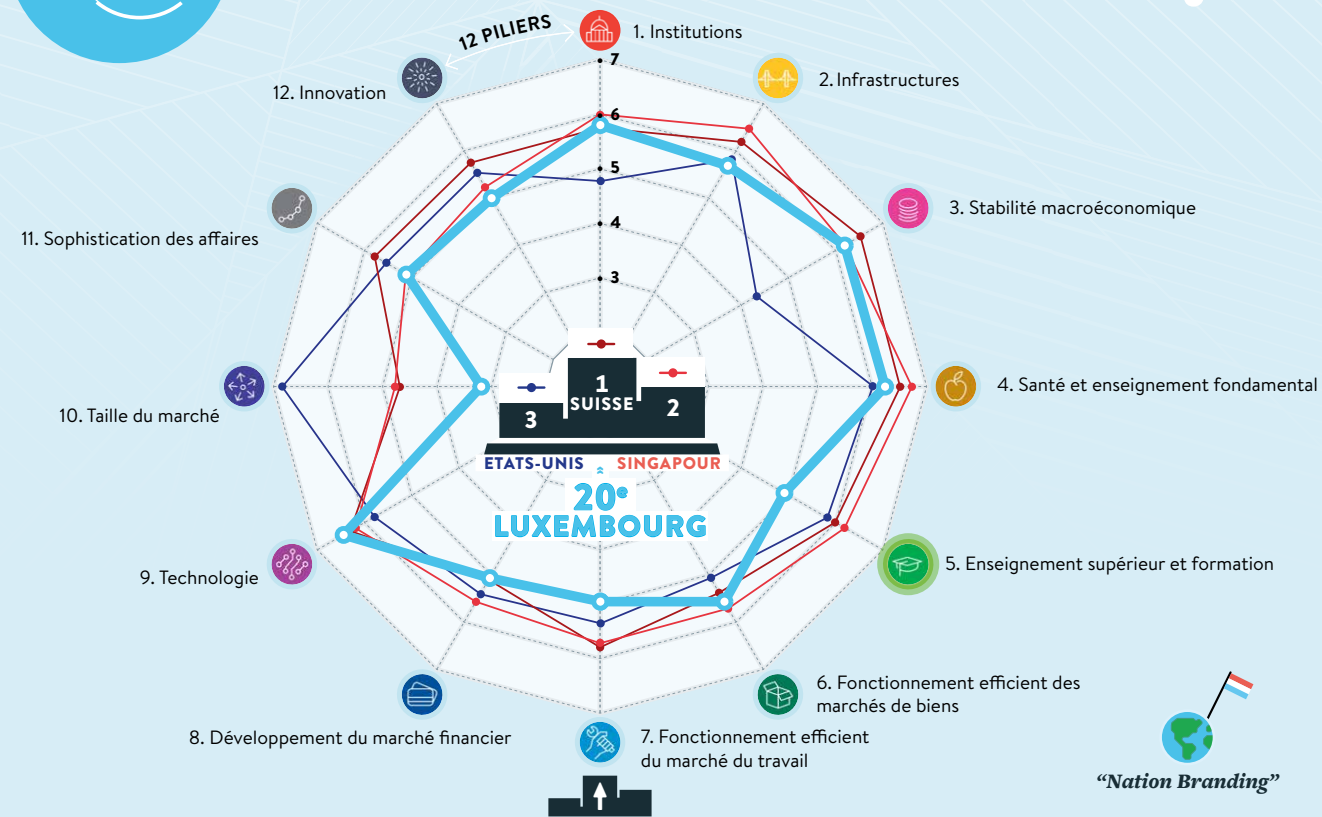


09 | 2016

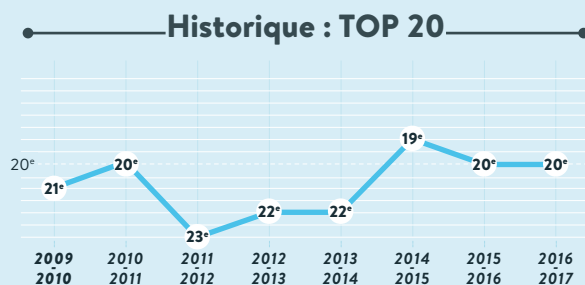
Fiche détachable n°1



Pour un Luxembourg classé au TOP!



« Et le Luxembourg ? Une position perfectible ! »



Et demain : TOP 10?

Maximiser l'effet de levier par des actions limitées sur les domaines présentant le plus grand écart avec les challengers du TOP :

- 1 Éducation et formation
- 2 Recherche et brevets
- 3 Infrastructures
- 4 Marché du travail et salaires
- 5 Marché des produits et compétitivité
- 6 Cadre réglementaire et administratif

Comment améliorer la position du Luxembourg dans le classement ?

1

Corriger les biais de mesure en communiquant avec le WEF pour coller à la situation du pays

Par exemple : le taux d'accès à l'éducation supérieure est sous estimé car la majorité des étudiants nationaux part à l'étranger

2

Améliorer la perception des chefs d'entreprise par un travail d'image et de communication... car certains indicateurs sont collectés auprès des entrepreneurs.

3

Mais SURTOUT en travaillant sur nos points faibles ensemble

Une amélioration n'est possible qu'en collaborant avec toutes les forces vives du pays.



CRÉER UN GROUPE DE TRAVAIL AU SEIN DE L'OBSERVATOIRE DE LA COMPÉTITIVITÉ



Productivité : tellement de désaccords : non pas tant que cela !

Une fois n'est pas coutume ce Document de travail de la Fondation IDEA pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses.

Beaucoup d'observateurs s'inquiètent de ce que la productivité horaire du travail ait connu un ralentissement marqué depuis la crise dans l'ensemble des pays développés - à l'exception notable de l'Espagne du fait de l'implosion de son secteur immobilier caractérisé par une faible productivité.

UNE FAIBLESSE DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ CONSTATÉE PLUS QU'EXPLIQUÉE

Entre les économistes qui considèrent qu'elle résulte de fragilités statistiques et de l'incapacité des outils usuels à « saisir » les gains de productivité relevant de la transformation numérique de l'économie, ceux pour qui l'explication est à chercher du côté d'un manque de « réformes structurelles », ceux qui y voient le résultat de l'avènement des « inventions gadget » voire la fin du progrès technologique, et ceux qui soutiennent que c'est la conséquence d'une phase d'apprentissage avant une nouvelle vague de forts gains de productivité basée

sur l'exploitation optimale des nouvelles avancées scientifiques dans les domaines des transports, de la santé, de la communication, de l'énergie, de l'environnement, de la finance, de la robotique et de l'intelligence artificielle, il est pour le moins difficile d'avoir un avis tranché sur la question.

DEUX EXPLICATIONS SUPPLÉMENTAIRES À LA STAGNATION DU LUXEMBOURG

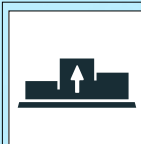
On relève une rétention de l'emploi (*labour hoarding*) compte tenu de la taille d'une part de l'économie et des difficultés pour recruter du personnel qualifié, et de possibles **changements structurels réducteurs de croissance de la productivité durant la crise** (moindre dynamisme du secteur financier, progression de secteurs à moindre niveau de productivité (hébergement, restauration et commerce, santé humaine et action sociale, activités de services administratifs et de soutien)).

DÉPASSER LES RECOMMANDATIONS USUELLES POUR RENOUER AVEC LA PROGRESSION DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ

Comment œuvrer dans ce contexte d'incertitudes afin de renouer avec la progression des gains de productivité au Luxembourg ? En passant en revue les recommandations usuelles (investissements dans la R&D, éducation, réformes structurelles concernant le marché du travail et des produits), il semble qu'il faille les dépasser - sans pour autant les négliger - car « il n'est plus du tout garanti que les avancées technologiques et les innovations dans les processus et les modèles économiques qui en découlent se traduiront automatiquement par une amélioration des performances économiques et une plus forte croissance de la productivité », « les gains (passés) liés à la massification des études ne pourront pas être forcément reproduits à la même échelle à l'avenir », et parce que « les liens entre les réformes structurelles et la productivité sont en réalité ambigus ». Il est par conséquent proposé dans cette publication **7 autres éléments** qui pourraient venir renforcer la fonction objective des politiques en faveur de la productivité au Grand-Duché.



Michel-Edouard Ruben
michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

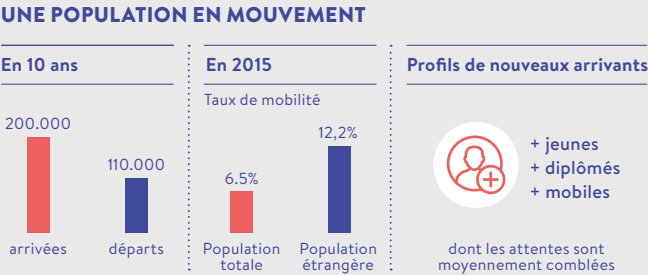
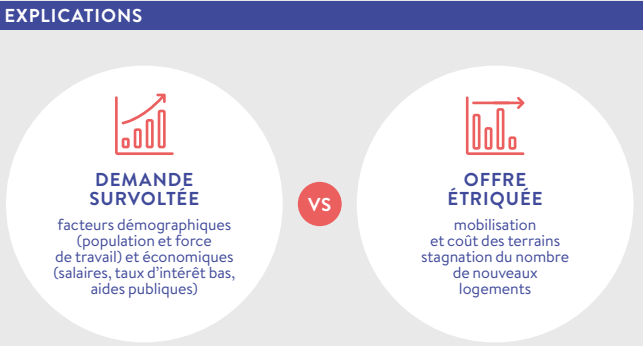


LE LOGEMENT AU LUXEMBOURG

UN FARDEAU NATIONAL ? ÉTAT DES LIEUX D'ENTRÉE.

idea
Fondation

TROIS CONSTATS ÉLOQUENTS POUR LE LUXEMBOURG SUR 10 ANS



PROJECTION DES BESOINS POTENTIELS ANNUELS EN LOGEMENT	
Typologie des besoins	2015-30
Nouveaux ménages privés	6.948
Logements vacants (fluidité du marché)	208
Remplacement des logements perdus	2.415
Besoins potentiels annuels	9.571

SOURCE : PROJECTIONS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE VIEILLISSEMENT ; DONNÉES STATEC ET OBSERVATOIRE DE L'HABITAT ; CALCULS IDEA

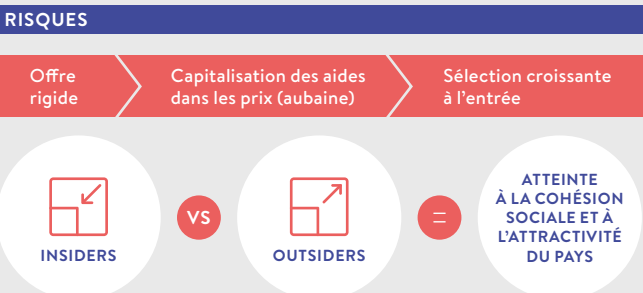
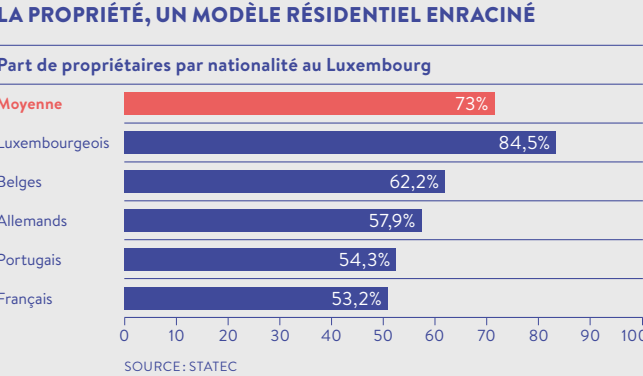
RECOMMANDATIONS

Construire ? Oui mais pas seulement : Transformer et mieux occuper !

CONCLUSION

Les modèles d'hier ne peuvent être adaptés aux besoins d'une société en pleine transformation

Des petites pièces doivent venir compléter le puzzle résidentiel



RECOMMANDATIONS

Plus de sélectivité (sociale, environnementale, spatiale...)



LOGEMENT : LES 12 TRAVAUX D'IDEA

Sur le vaste chantier du logement, regarder dans les coins peut parfois permettre d'être constructifs. Car créer des « espaces habitables additionnels » ne se résume pas à construire plus, comme l'impression en est souvent donnée... Cette publication s'articule donc autour de **3 piliers déclinés en 12 recommandations** grâce auxquelles le parc existant pourrait être « mieux » occupé. Plus généralement, ces propositions apportent un début de réponse aux enjeux sociétaux, économiques et écologiques du logement face aux défis démographiques. Ainsi, dans la veine de l'économie du partage et du *momentum* que constitue l'initiative Troisième Révolution Industrielle pour le Luxembourg, ces mesures permettraient, outre une meilleure allocation des ressources (rares), un renforcement de la cohésion sociale.

LA SOUS-OCCUPATION : DE L'UTILITÉ D'INCITER À MIEUX EXPLOITER LE BÂTI

La nature a horreur du vide... malgré cela, beaucoup de pièces restent « sans fonction fixe ». La **sous-occupation**, indissociable de la **surface des logements**, est presque « normale » au Luxembourg, puisque près de 60% des personnes y sont concer-

nées (38,5% en zone euro). Si « **inciter à faire moins** grand est souhaitable pour des motifs économique, écologique, social (*recommandation n°4. abaisser les plafonds de surfaces à respecter pour être éligible à certaines aides et les étendre à d'autres mesures*), le **stock existant pourrait également être mis à profit** pour libérer des espaces habitables additionnels (**1. lever les barrières légales à une occupation optimisée de sa résidence principale**; **2. inciter à une meilleure occupation des surfaces sous occupées par des mesures légales, fiscales**; **3. promouvoir de nouvelles pratiques d'occupation par une communication novatrice et ciblée**).

LA NON-OCCUPATION : DE L'UTILITÉ DE COMBLER LE VIDE

En outre, le **non usage** (logements vides) ou le mésusage (bâtiments affectés à d'autres usages que l'habitat) constitue un **vivier supplémentaire** dans lequel « puiser » (**5. mieux utiliser les instruments légaux existants et les adapter à la réalité si nécessaire**; **6. mobiliser l'instrument fiscal pour décourager la conservation improductive de biens**; **7. développer la « location » de terrains pour du logement « atypique »**; **8. apporter des garanties rassurantes aux propriétaires pour libérer un « marché du vide »**).

COLOCATION : DE LA NÉCESSITÉ DE CRÉER DU LIEN À « MOINDRE COÛT »

Enfin, s'agissant d'un meilleur partage des ressources, conclure par la **colocation** semble incontournable. Choisie ou forcée, elle tend à se diffuser chez certains nouveaux arrivants au Luxembourg. Rempart à l'isolement sans doute, elle est également une « parade » à la tension sur le marché locatif face à des loyers d'appartements lestés de +40% en dix ans. Largement professionnelle par le profil de ses habitants comme par son exploitation commerciale, la **colocation** a durablement investi la scène immobilière résidentielle grand-ducale mais gagnerait à être mieux **appréhendée** (**9. affiner la connaissance du phénomène de la colocation à travers le recensement**; **11. renforcer les mesures de cartographie de certains types de logements (chambres meublées, logements collectifs)**, **encadrée** (**10. reconnaître l'existence juridique de ces pratiques et clarifier le cadre applicable sans le rigidifier**) et **promue** (**12. valoriser les bonnes pratiques communales et associatives**).

Ces recommandations sont autant de **petites pièces d'un vaste puzzle**, relevant résolument de l'intérêt général, que le Luxembourg devra compléter s'il veut pouvoir loger les quelques 10.000 résidents supplémentaires enregistrés chaque année depuis le début de la décennie et relever le défi du 1,1 million d'habitants d'ici 2060.

12 | 2016



Sarah Mellouet
sarah.mellouet@cc.lu

SE LOGER AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

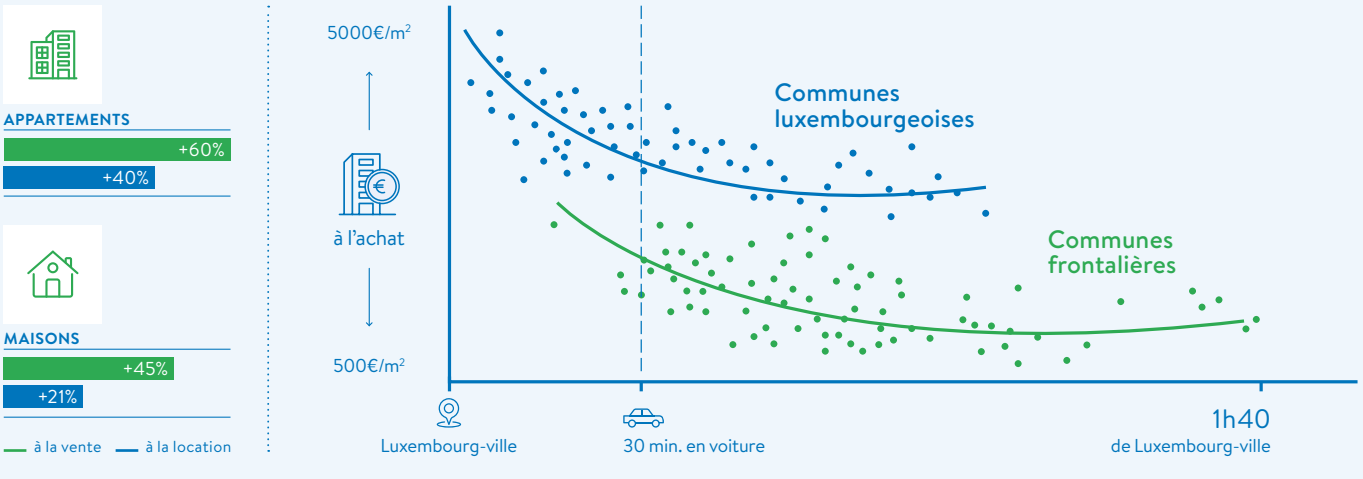
LUXEMBOURG-GRANDE RÉGION : JE T'AIME, MOI NON PLUS.

idea

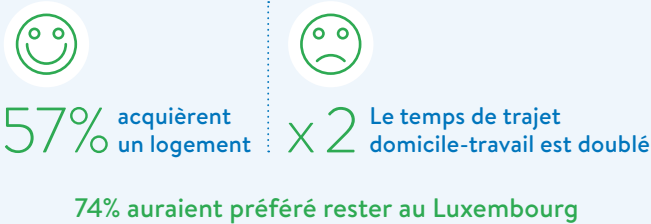
Fondation

EXPLOSION DES PRIX IMMOBILIERS EN 10 ANS (2005-2015) ET PERSISTANCE D'UN «EFFET-FRONTIÈRE»

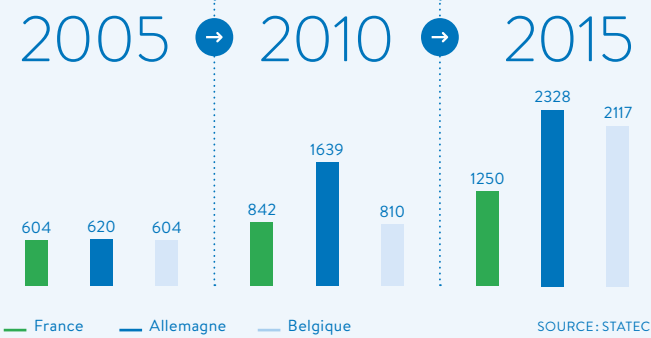
SOURCE: LISER



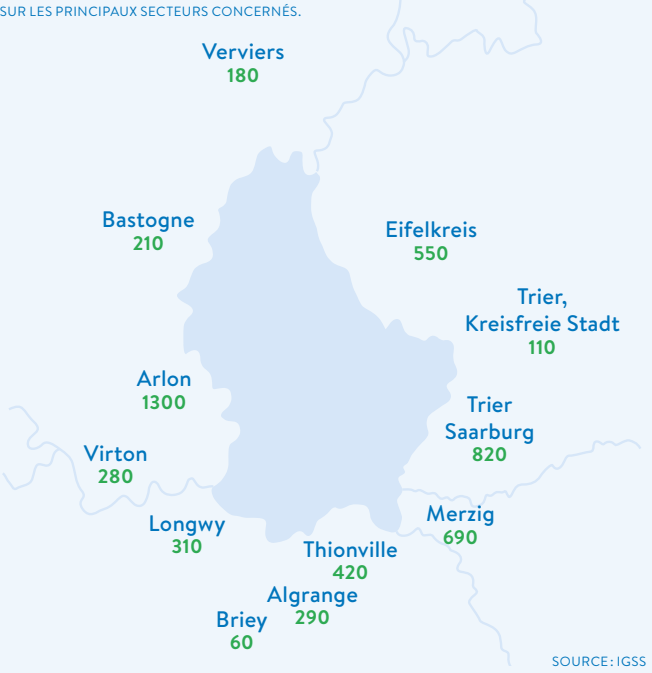
DE PLUS EN PLUS DE SALARIÉS-RÉSIDENTS QUITTENT LE LUXEMBOURG



...et toujours plus de frontaliers de nationalité luxembourgeoise !



FRONTALIERS DE NATIONALITÉ LUXEMBOURGEOISE EN 2015



CONSÉQUENCES POUR LE LUXEMBOURG ET SES VOISINS

- AUBAINES PARTAGÉES
- Au Luxembourg : Effet de décompression du marché immobilier et disponibilité de main d'œuvre frontalière

Dans les pays voisins : Regain démographique et masse salariale captée (+ de 8 milliards d'euros annuels)

- RISQUES PARTAGÉS
- Sélectivité sociale par l'immobilier : risque pour la cohésion sociale ?

Dépendance réciproque à un territoire/pays étranger

Saturation des infrastructures de transport

L'INCONTOURNABLE CHANTIER DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Aborder la problématique du logement au Luxembourg sans évoquer d'une manière ou d'une autre le caractère transfrontalier du développement du pays serait incomplet. Force est de constater que les territoires frontaliers offrent des opportunités bienvenues face à un marché de l'immobilier domestique sous haute tension et de plus en plus sélectif. Ainsi, plus de 16.000 salariés-résidents ont déménagé vers un territoire frontalier entre 2001 et 2011 pour devenir des « frontaliers atypiques », sans compter les éventuels membres de leurs familles.

PASSER LA FRONTIÈRE POUR DEVENIR PROPRIÉTAIRE ?

Si la majorité des actifs quittant le pays pour se loger déclarent qu'ils auraient préféré rester vivre au Grand-Duché, près de 9 sur 10 se disent satisfaits de leur installation et pour cause : la part des propriétaires est passée de 20% à 57%, 43% d'entre-eux ont gagné au moins 50m² de surface habitable et 36% ont gagné au moins 5 ares de terrain après leur déménagement. L'accès à la propriété d'une maison se fait de plus en plus au prix d'un déménagement hors des frontières du pays et de conséquences multiples pour les ménages concernés, notamment des trajets domicile-travail rallongés.

LUXEMBOURG : UNE AIRE D'INFLUENCE DE PRÈS DE 2 MILLIONS D'HABITANTS

Étudier ces mobilités revient à se pencher sur les dynamiques à l'œuvre dans l'aire d'influence de l'agglomération de Luxembourg-ville, locomotive économique au cœur de la Grande Région. Cette aire s'étend toujours plus loin au-delà des frontières nationales et représente près de 2 millions d'habitants. Une logique de métropolisation se dessine, impliquant une interdépendance accrue des territoires concernés. IDEA a souhaité revenir sur les raisons qui font que ce schéma de développement est une « aubaine partagée » par le Luxembourg et ses voisins. Mais il est également nécessaire d'insister sur les risques inhérents à cette forme d'intégration transfrontalière (saturation des infrastructures, interdépendance croissante des territoires, cohésion sociale, tensions immobilières par exemple).

SAISIR L'OPPORTUNITÉ DE LA PRÉSIDENTIE LUXEMBOURGEOISE DE LA GRANDE RÉGION

Pour que cette intégration territoriale ne devienne pas une source de vulnérabilité, alors même qu'il s'agit d'un précieux atout, la coopération transfrontalière doit inévitablement être

approfondie dans certains domaines. L'occasion de la présidence luxembourgeoise du Sommet de la Grande Région en 2017-2018 devrait être saisie par le Grand-Duché pour envoyer à ses partenaires des signaux forts de la volonté de développer des projets communs. A ce titre, la concrétisation du schéma de développement territorial transfrontalier devrait permettre une plus grande cohérence des actions de part et d'autre de la frontière dans les projets d'aménagement et de mobilité. Une stratégie économique de spécialisation intelligente pourrait, elle aussi, contribuer à renforcer un développement équilibré et inclusif. Il sera également nécessaire de jouer sur tous les leviers permettant de rapprocher les actifs de leurs lieux de travail, voire de s'affranchir de la contrainte d'éloignement en développant le télétravail, y compris dans des tiers lieux. Des expérimentations pourraient être approfondies dans ce sens.

Enfin, le caractère unique de ce modèle de développement nécessitera sans doute de trouver des modes de gouvernance originaux pour coller à ce territoire qui dépasse les frontières nationales, mais reste plus petit que la Grande Région.



Vincent Hein
vincent.hein@fondation-idea.lu

PLATEFORMES COLLABORATIVES

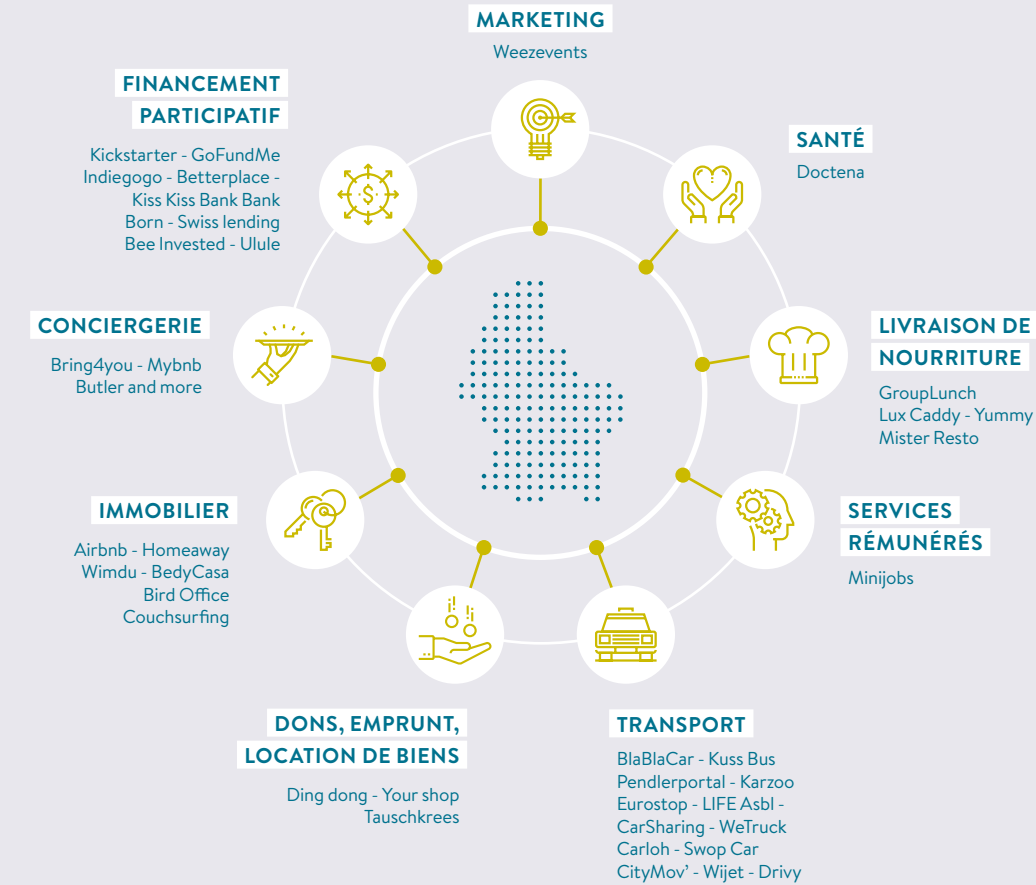
PRÊT À PARTAGER ?

idea

Fondation

UNE OFFRE NAISSANTE POUR DES PRATIQUES ENCORE PEU DÉVELOPPÉES

Aperçu non-exhaustif de plateformes actives au Luxembourg



UNE UTILISATION ENCORE LIMITÉE DES PLATEFORMES



POUR DES CHOIX ÉCLAIRÉS: APERÇU DES RISQUES ET OPPORTUNITÉS DU DÉVELOPPEMENT DES PLATEFORMES DE PARTAGE

	OPPORTUNITÉS	RISQUES
Pour le consommateur	<ul style="list-style-type: none">- Facilité d'accès et d'usage- Augmentation de la qualité et de la quantité de l'offre- Possibles gains de pouvoir d'achat	<ul style="list-style-type: none">- Protection du consommateur (sécurité, sûreté, qualité, responsabilité, données personnelles) ou de l'investisseur (fraude) moins garantie
Pour le fournisseur	<ul style="list-style-type: none">- Barrières moindres à l'entrée- Liberté et flexibilité dans l'organisation du travail- Optimisation de l'utilité d'actifs personnels- Nouvelles sources de revenus	<ul style="list-style-type: none">- Concurrence déloyale vis-à-vis des acteurs traditionnels- Précarisation de l'emploi
Pour la société	<ul style="list-style-type: none">- Incitation à améliorer la qualité de service et la technologie- Utilisation plus efficace des ressources- Modes de consommation le cas échéant responsables et durables- Confiance et cohésion sociale- Nouvelle forme de capital social (e-reputation)- Esprit d'entreprise	<ul style="list-style-type: none">- Concentration du pouvoir au niveau de quelques plateformes- Dumping fiscal, social et réglementaire- Pertes de recettes publiques et désincitation à l'investissement public- Creusement des inégalités de revenus- Hyperconsommation



ÉCONOMIE DU PARTAGE :

QUOI DE NEUF ?

De notre logement à notre voiture en passant par notre temps ou notre argent: les biens et les services comme les modalités de partage qui sont au cœur de nouveaux modèles économiques nous sont étrangement familiers. Leur nouveauté réside dans les outils numériques qui ont décuplé la vitesse et l'échelle des transactions. Apanage de ces évolutions technologiques: les plateformes de partage démultiplient les opportunités de rencontre quasi-immédiate entre une offre et une demande à coût réduit. Mais si elles tendent à codifier des relations sociales en les gravant dans le marbre numérique (mécanismes de notation), repenser la régulation peut s'avérer salutaire pour ne pas laisser de place au doute. Car si l'utilisation des plateformes relève de l'envie (altruisme), elle n'exclut pas le besoin (opportunisme). Elles n'ont pas pour vocation intrinsèque à assurer le bien commun mais deviennent ce que nous « en faisons » en tant que consommateur/producteur, fournisseur, décideur, citoyen ou tout cela à la fois. Libre d'en user (raisonnablement), ou non.

ET AU LUXEMBOURG ?

Si un certain nombre de plateformes internationales mais aussi nationales « couvrent » le Grand-duché, il convient ici comme ailleurs de rela-

tiviser leur poids économique « réel », partout (largement) inférieur à 1% du PIB. Ici, 86 personnes sur 100 n'y auraient jamais eu recours et moins de 4 personnes sur 100 y auraient offert des services (Eurobaromètre – mars 2016). Avec une utilisation déclarée de 1,5 à 2 fois plus élevée, Français (36%) et Allemands (20%) se montrent un peu plus « partageurs ».

POURQUOI « SI PEU » D'ÉCHANGES ?

Plusieurs pistes d'explication sont possibles. S'il a des atouts technologiques reconnus, le Luxembourg reste majoritairement « rural » du point de vue de l'organisation spatiale. Malgré son fulgurant essor démographique, comme l'extension de son aire d'influence urbaine au-delà des frontières, de multiples barrières subsistent (géographiques, politiques, culturelles, réglementaires...). Or l'une des premières forces des plateformes de partage est leur capacité à assurer la coïncidence des désirs, favorisée par la concentration de la population métropolitaine. En outre, nécessité faisant souvent loi, le développement des pratiques de partage a pu être catalysé par la crise économique, que l'économie luxembourgeoise a traversée moins laborieusement que d'autres (emploi, chômage, revenus, accès au crédit etc.). Enfin,

malgré la tentation d'adopter de nouveaux comportements de consommation, les habitudes ont la vie dure et rendent la propriété culturellement incontournable, en plus d'être souvent fiscalement avantageuse.

DONC ON S'ARRÊTE LÀ ?

Aussi avant d'espérer en retirer des lauriers encore vagues, la conception du « partage » à la luxembourgeoise gagnerait à être discutée collectivement. Dans la plupart des secteurs majoritairement concernés par les plateformes (services rémunérés, hébergement, transport, finance participative), le Luxembourg a été préservé de certaines dérives liées à un essor « imprévu ». Pour autant, cela ne le préserve en rien d'une discussion sérieuse sur le développement de ces pratiques, sans tomber dans les discours messianiques ou dans la stratégie de l'autruche. Des alternatives politiques et réglementaires sont possibles pour permettre de maîtriser des risques, même lointains, face aux évolutions relativement imprévisibles des modèles, et de provoquer la « chance »...

Retrouvez les 17 recommandations pour une économie du partage « à la luxembourgeoise » dans l'Avis annuel 2017 d'IDEA.



05 | 2017



Sarah Mellouet
sarah.mellouet@fondation-idea.lu

LA POPULATION À L'HORIZON 2060

QUID DES FRONTALIERS ?

CONTEXTE GÉNÉRAL

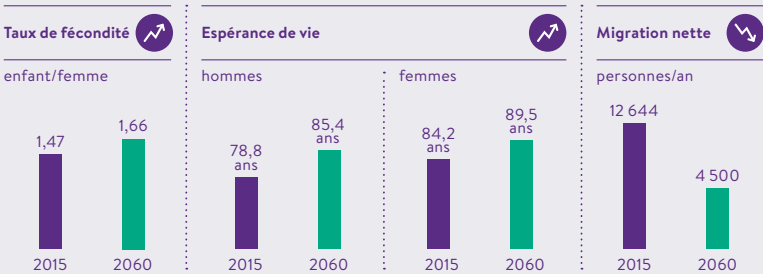
Des projections de population sont publiées tous les 2 ans par EUROSTAT



NOTRE TRAVAIL

- Exploiter les chiffres
- Tester plusieurs hypothèses
- Pour analyser l'évolution du travail frontalier

3 DÉTERMINANTS DÉMOGRAPHIQUES



EN BREF, EN 2060



QUELLES IMPLICATIONS ?

ÉCONOMIE

- Une main-d'œuvre indispensable au bon fonctionnement de l'économie
- Un fort impact potentiel sur l'économie locale dans les territoires frontaliers en termes de consommation exportée

FINANCES PUBLIQUES

Des systèmes de protection sociale à l'équilibre tant que les entrées peuvent couvrir les sorties avec une main-d'œuvre frontalière relativement jeune et exclusivement active

ENVIRONNEMENT

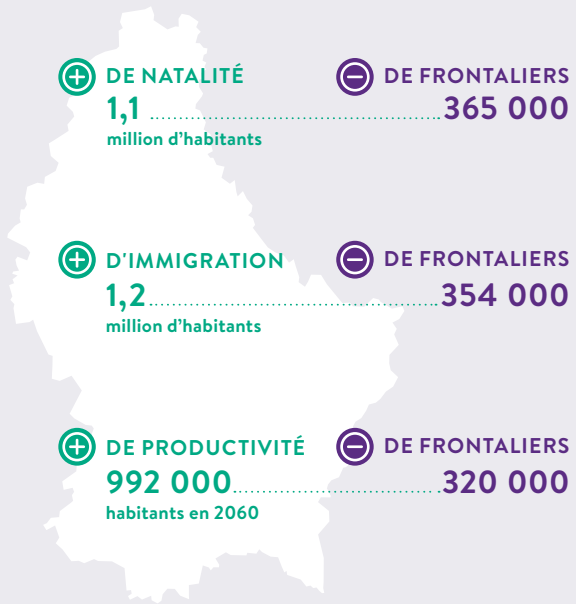
Distances domicile/travail importantes pouvant induire pollution et perte de qualité de vie

RECOMMANDATIONS

- 1 Tenir compte de la place des frontaliers dans les différents diagnostics de l'économie et de la société au Luxembourg.
- 2 Mieux intégrer les frontaliers aux choix politiques et insister sur leur apport dans l'économie.
- 3 Adopter une « vision Grande-Région » et associer les territoires frontaliers pour une meilleure coopération (logement, fiscalité, infrastructures, formation, protection sociale, environnement, télétravail, etc.).

3 HYPOTHÈSES DIFFÉRENTES POUR LE FUTUR

pouvant aboutir à une croissance moindre du nombre de frontaliers que dans le scénario principal



PROJECTIONS DE POPULATION: N'OUBLIONS PAS LES FRONTALIERS!

Cachez ces frontaliers que je ne saurais voir! C'est ainsi que l'on peut résumer la question frontalière, souvent largement occultée dans les discussions ayant trait aux projections de population dans un pays où pourtant la main d'œuvre frontalière représente près de 43% de l'emploi total. L'économie luxembourgeoise est intrinsèquement liée à cette force vive, conduisant ainsi à de fortes interdépendances entre le Luxembourg et les territoires frontaliers et induisant ainsi des impacts macroéconomiques cruciaux. Les récentes projections de population d'Eurostat, EuroPop2013 et EuroPop2015, tablent sur une population résidente au Luxembourg en 2060 de 1,1 million d'habitants et 992 000 habitants respectivement. Qu'en est-il des frontaliers? Quelle part représenteront-ils dans l'emploi en 2060? Comment leur évolution va-t-elle influencer l'économie luxembourgeoise, l'environnement ou les questions sociales?

HORIZON 2060: LES FRONTALIERS DANS L'EMPLOI AU LUXEMBOURG

Au diapason de l'évolution démographique, le nombre de frontaliers à l'horizon 2060 augmenterait de 110% et 127% respectivement dans les scénarios « officiels » EuroPop2013 et EuroPop2015. La pro-

portion de main d'œuvre frontalière atteindrait ainsi les seuils respectifs de 45% et 51% dans ces scénarios. La fondation Idea a étudié l'impact d'une modification des hypothèses « phares » liées à la productivité, à l'immigration ou à la natalité: la population résidente en 2060 varierait entre 1,1 et 1,5 million pour les configurations se basant sur EuroPop2013 et entre 992.000 et 1,3 million dans les scénarios établis sur base d'EuroPop2015. Le nombre de frontaliers au Luxembourg en 2060 pourrait ainsi varier du simple au double, de 224.000 à 429.000, soit entre 27,9% et 51% de l'emploi total.

DEUX PHYSIONOMIES DIFFÉRENTES DE L'EMPLOI

Les analyses prospectives permettent d'esquisser de façon cohérente des évolutions susceptibles de se réaliser. Les scénarios utilisés incarnent plus ou moins deux conceptions macroéconomiques différentes: le scénario EuroPop2013 est plus quantitativiste dans la mesure où il repose sur une population résidente plus importante (jusqu'à 1,5 million), et corrélativement sur une proportion de la population frontalière dans l'emploi plus limitée. La configuration EuroPop2015 se base sur une population plus faible que celle du scénario à 1,1 million d'habitants, ce qui nécessiterait toutes

choses égales par ailleurs (la productivité notamment) un recours accru à des travailleurs non-résidents (jusqu'à 51% de l'emploi).

QUELLES IMPLICATIONS ?

L'afflux de frontaliers qui permet de répondre aux besoins de court et moyen termes pose plusieurs défis à long terme. Ainsi, la BCL a estimé les dépenses de consommation des ménages frontaliers sur le territoire luxembourgeois à 17% de leur revenu brut, le reste étant dépensé à l'étranger. D'un autre côté, la forte proportion de frontaliers qui cotisent assure à l'heure actuelle à la sécurité sociale luxembourgeoise des surplus non-négligeables permettant de conforter l'Etat-providence. Or, dans ce cas précis, se pose la question de la viabilité du système de sécurité sociale qui peut être menacée par une constance ou une diminution de la part des frontaliers d'ici à l'horizon 2060, voire par une hausse progressive des dépenses de protection sociale au bénéfice des frontaliers. Caricaturale, cette analyse prospective dresse des scénarios susceptibles de se réaliser mais invite surtout les décideurs politiques à prendre toute la mesure de l'importance de cette force vive dans leurs choix politiques pour maintenir des équilibres non-acquis.



07 | 2017



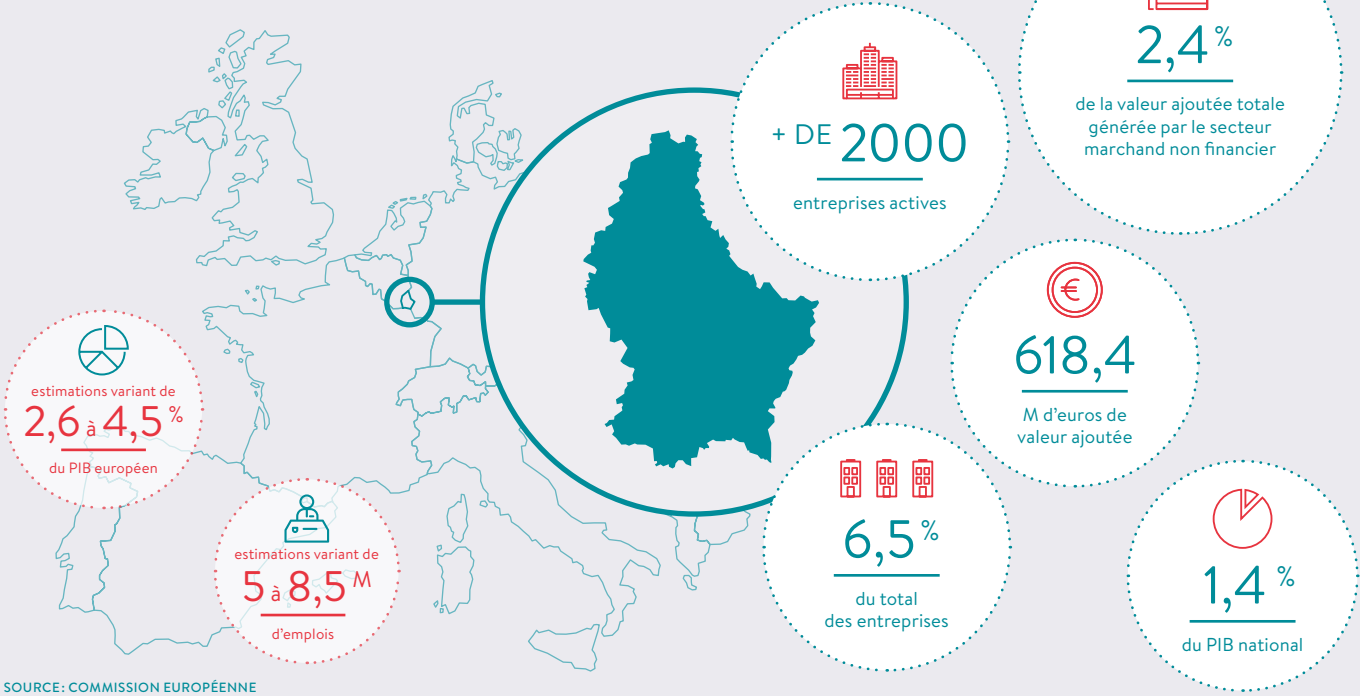
Rachida Hennani
rachida.hennani@cc.lu

CULTURE ET STATISTIQUES,

UN MARIAGE DE RAISON POUR UNE MEILLEURE ACTION



POIDS DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES (ICC)



SOURCE: COMMISSION EUROPÉENNE

QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI TOTAL DANS LES ICC

SOURCE: STATEC



MIEUX CONNAÎTRE LES STATISTIQUES DES ICC AU LUXEMBOURG: 3 ENJEUX PRINCIPAUX

1. PRATIQUES CULTURELLES

Comment limiter les inégalités d'accès ?

NATIONALITÉ ?

DIPLOME ?

ÂGE ?

2. RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Comment mesurer l'effet multiplicateur ?

MUSÉE

HOTEL

3. MÉCÉNAT

Comment l'encourager ?

ENTREPRISES

PARTICULIERS

INCITATION

MUSÉE

OBJECTIFS

Cohésion sociale

Création de richesse

Attractivité pour des salariés hautement qualifiés

Nation branding: image et rayonnement au-delà des frontières



CHIFFRES DE LA CULTURE

OU CULTURE DES CHIFFRES?

Sur invitation du Ministère de la Culture, la Fondation IDEA asbl a participé en mai 2017 à un atelier sur les statistiques dans le domaine culturel. Cet atelier a permis de mettre successivement l'accent sur cet indispensable préalable que constitue la définition même de la culture, sur le financement de la culture et les dépenses culturelles, sur l'économie de la culture et enfin sur les pratiques culturelles au Luxembourg.

Dans une Idée du mois (IDM n°5) publiée en novembre 2014, la Fondation IDEA asbl avait déjà clairement insisté sur la nécessité d'une connaissance affinée de la culture à travers des statistiques culturelles plus étoffées. A la lumière des informations qu'elle a pu récolter depuis cette IDM, à la faveur notamment de l'atelier du 4 mai 2017, IDEA souhaite mettre en avant trois aspects qui lui semblent prioritaires.

EN PREMIER LIEU

Les statistiques et enquêtes portant sur les **pratiques culturelles** devraient être privilégiées. IDEA avait déjà pu constater dans son IDM, sur la base notamment de publications du LISER, que les pratiques culturelles au Luxembourg sont loin d'être homogènes. À titre d'exemple, près des trois-quarts des plus diplômés fréquentent les musées et spectacles, alors que cette proportion n'atteint que 20% parmi les personnes ayant une éducation primaire. Il est essentiel d'affiner ce diagnostic et de le renouveler régulièrement, à travers des enquêtes récurrentes et standardisées isolant notamment les principales nationalités

présentes au Luxembourg, les catégories socio-professionnelles, l'âge et les niveaux de revenus. Il importe également de mieux distinguer les pratiques culturelles *intra muros* de celles qui ont lieu à l'étranger et en sens inverse les pratiques culturelles des frontaliers au Luxembourg – le tout de manière systématique et récurrente (optique « *Grande région* »).

Enfin, compte tenu des profondes mutations en cours, par exemple la « *révolution numérique* », les pratiques culturelles des publics les plus favorisés devraient également être examinées de près, en ce qui concerne la lecture notamment (incidence du numérique?). Des actions concrètes doivent découler des résultats recueillis par voie d'enquêtes. Une politique active de promotion de la culture auprès des personnes qui en consomment le moins est indispensable, mais elle ne peut se concevoir sans une appréhension fine des disparités de l'accès à la culture.

EN DEUXIÈME LIEU

Même si la culture dépasse de loin la simple logique économique, l'un des aspects pouvant éclairer les décideurs politiques lors de la détermination des budgets culturels est la mise en évidence des **effets d'entraînement économiques** de la culture (sur le tourisme – d'affaires notamment, effets indirects des dépenses culturelles sur la consommation ou les investissements, etc.). Un important travail exploratoire a d'ores et déjà été accompli par le STATEC, en ce qui concerne en particulier la fréquentation des principaux établissements culturels, les exportations

et importations de produits culturels et le poids, dans la valeur ajoutée et l'emploi, des principales branches de la culture au Grand-Duché (Voir la rubrique du STATEC « Conditions sociales > Loisirs et culture > Culture »).

Ce travail essentiel devrait être complété, afin d'intégrer le nombre élevé de frontaliers et plus largement le caractère transnational de la demande et de l'offre dans le domaine culturel.

EN TROISIÈME LIEU

Les statistiques culturelles devraient mieux cerner le phénomène du **mécénat**, avec pour objectif des comparaisons internationales pertinentes permettant de mieux comprendre le financement de la culture au Luxembourg. Comme l'indiquait l'IDM précitée d'IDEA, l'implication des entreprises et des particuliers dans les activités artistiques ne semble pas atteindre son plein potentiel au Grand-Duché, même si plusieurs entreprises sont des partenaires réguliers d'événements culturels.

Trois points prioritaires, dans un domaine d'une importance cruciale en termes de cohésion sociale et qui doit être abordé d'une façon globale voire même multidisciplinaire, tout en évitant le travers de la « culture du chiffre ». Comme indiqué dans le Programme de statistique et d'études du Ministère de la Culture, « la culture est un élément de base essentiel pour une société démocratique, moderne, ouverte, tolérante et solidaire ». La Fondation IDEA asbl ne peut qu'adhérer à cette affirmation.



09 | 2017 h2a.lu



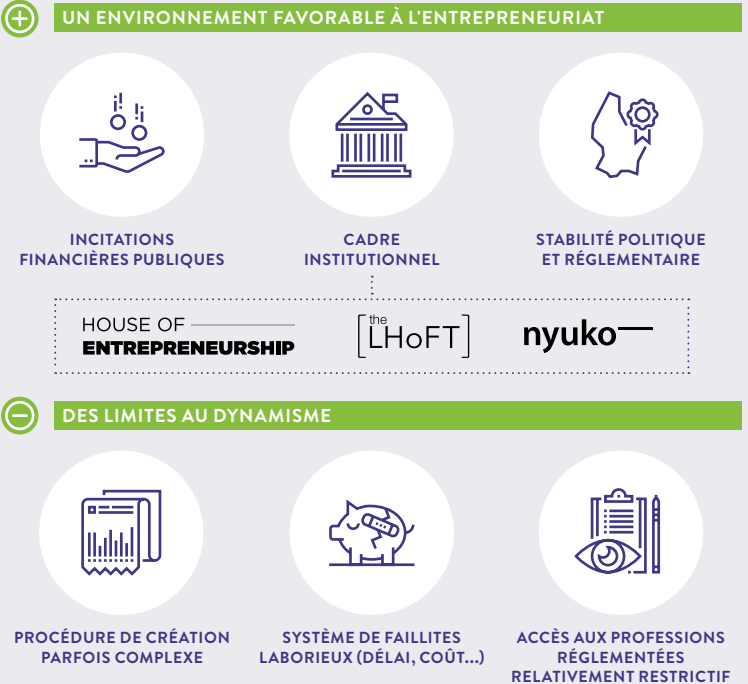
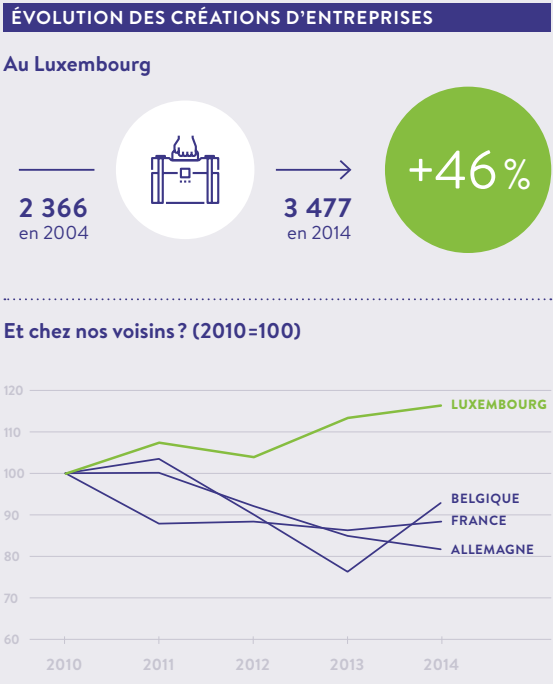
Muriel Bouchet
muriel.bouchet@fondation-idea.lu

STARTUPS AU LUXEMBOURG :
GARE AU MIRAGE

idea

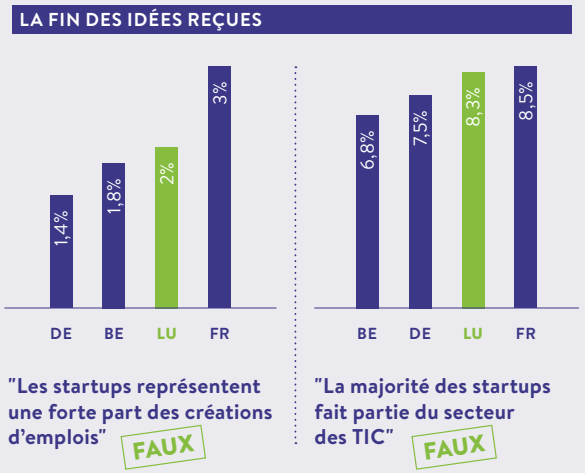
Fondation

LUXEMBOURG : UN PARADIS POUR LES ENTREPRENEURS ?



QU'EST-CE QU'UNE STARTUP ?

"NOT SMALL,
BUT NEW IS BEAUTIFUL"



RECOMMANDATIONS



STARTUP NATION:
POUR UN YOUNG BUSINESS ACT !

En matière d'apports économiques des entreprises, le critère de l'âge tendrait à l'emporter sur le critère de la taille. L'OCDE nous apprend ainsi que « *on average, firms five years old or younger are responsible for 47% of job creation* ». Si ces chiffres sont sujets à caution, ils renseignent sur une réalité : not (toujours) small, mais (surtout) new is beautiful. Le Luxembourg qui ambitionne de devenir une startup nation aurait ainsi tout intérêt à mettre en place un young business act (YBA). Cet YBA pourrait s'articuler autour de 3 axes : le financement, la fiscalité et l'esprit d'entreprise.

LE FINANCEMENT

Le Grand-Duché devrait se doter d'un nouveau cadre favorable aux business-angels afin de drainer une partie de l'épargne abondante des résidents vers le financement de startups prometteuses en veillant soigneusement à ne pas commettre les erreurs (notamment les lourdeurs administratives) qui ont empêché le succès des initiatives précédentes (loi Rau, bonification d'impôt pour investissement en capital-risque). Aussi, puisqu'il y a une « dépendance au sentier » en matière de R&D et d'innovation, l'arsenal luxembourgeois d'aides publiques à la R&D privée pourrait être augmenté de chèques innovation pour les jeunes entreprises. Il s'agirait - sur le modèle suisse - de créer une subvention sous forme de chèque valable sur une période donnée, ni cessible ni convertible en espèces, destinée à

couvrir les prestations de partenaires « éligibles » au dispositif (établissements de recherche, concepteurs de sites d'e-commerce, conseillers en stratégie marketing, experts comptables, etc.) afin d'encourager les jeunes entreprises (moins de 3 ans) à « innover » et favoriser leur croissance.

LA FISCALITÉ

Au Luxembourg, comme dans 30% des pays de l'OCDE, il existe un taux réduit de l'imposition des bénéfices présenté comme un soutien aux PME. Mais la pertinence des taux réduits d'impôt sur les sociétés pour les petites entreprises serait discutable car, contrairement au but poursuivi par l'imposition des ménages, l'objectif d'une redistribution entre entreprises en fonction de leur taille et assise sur la taxation des bénéfices ne va pas de soi. Dès lors, pourquoi ne pas moderniser la taxation des bénéfices des entreprises au Luxembourg en rapprochant davantage le taux normal et le taux réduit d'IRC, et à l'instar de l'Irlande, de Singapour et de l'Inde, décider que les jeunes entreprises seront totalement exonérées d'impôt sur les sociétés (IRC, ICC, IF) ?

L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Puisque l'activité entrepreneuriale est une activité risquée, la promouvoir (dans l'idée de favoriser la prise de risque et la création de startups de croissance) suppose d'étudier le

rapprochement des régimes légaux de droit du travail et de sécurité sociale entre salariés et indépendants (allocation chômage, visites médicales, congés, etc.).

Aussi, les entreprises établies devraient/pourraient être « incitées » à encourager l'entrepreneuriat (au-delà des incubateurs qu'elles abritent). Pour ce faire, « l'aide à l'entrepreneuriat » (sous formes d'investissements dans des fonds soutenant des jeunes entreprises du pays, de prêts ou d'apports en fonds propres pour l'essaimage par d'anciens salariés, de prise en charge des cotisations sociales d'un ancien salarié qui « tente » l'aventure entrepreneuriale, de congés extraordinaires/spéciaux pour raison entrepreneuriale, etc.) pourrait être intégrée dans l'évaluation des politiques RSE des entreprises par l'Institut National pour le Développement durable et la Responsabilité sociale des entreprises (INDR).

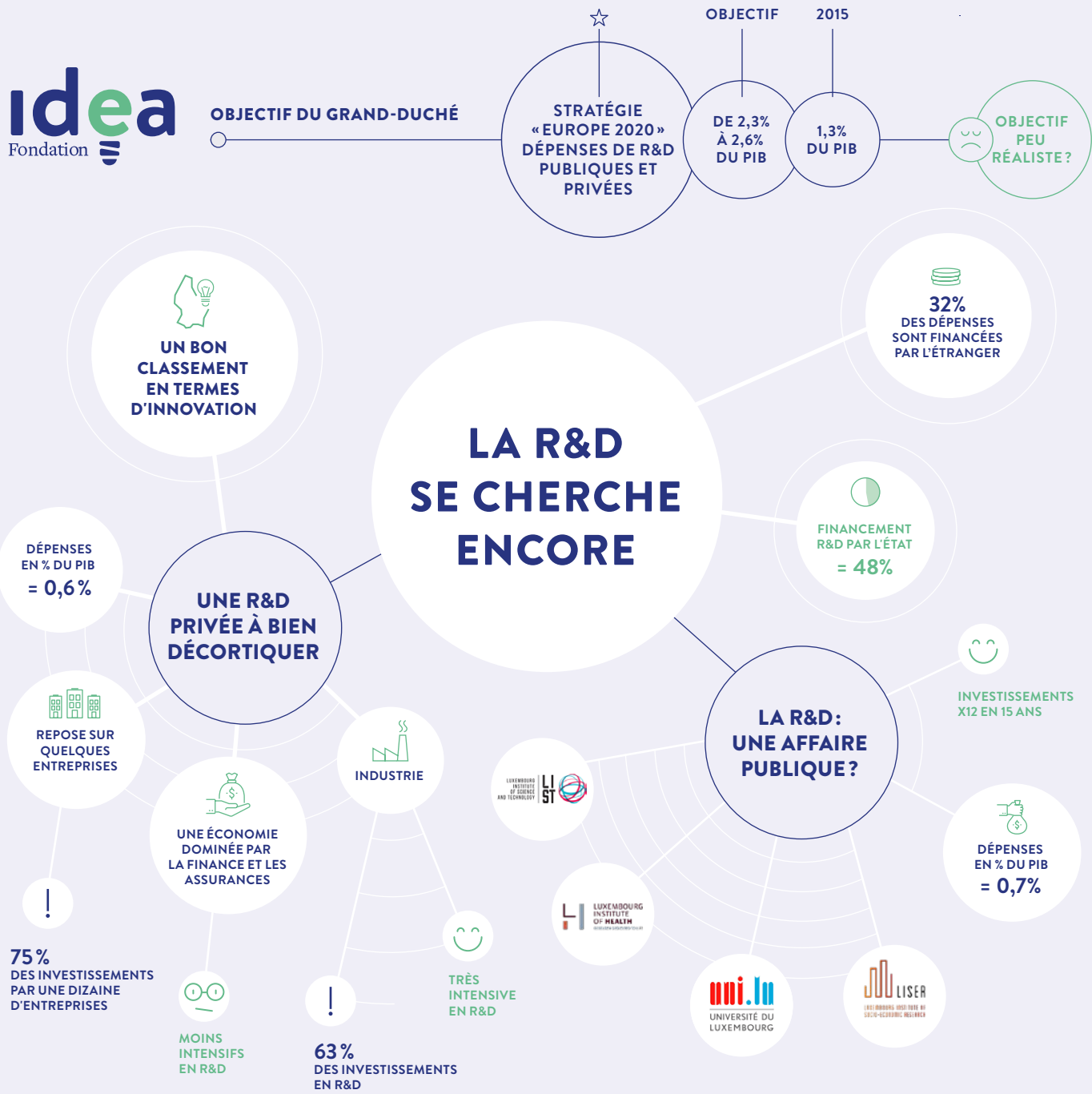
Néanmoins, l'ambition luxembourgeoise d'être une startup nation ne doit pas occulter la fonction entrepreneuriale des entreprises établies, et doit reposer sur un environnement de collaboration optimale entre anciennes et jeunes entreprises. La startup nation ne doit donc souffrir d'aucun « fétichisme » de la startup, et doit viser à faire cohabiter harmonieusement fintechs et banques, medtechs et entreprises du domaine de l'action sociale, entreprises 4.0 et entreprises traditionnelles, etc.



11 | 2017



Michel-Edouard Ruben
michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu



COMMENTAIRES

MICHEL-EDOUARD RUBEN
ECONOMISTE IDEA

ROLF TARRACH
PRÉSIDENT DE L'EUROPEAN
UNIVERSITY ASSOCIATION

SAMUEL SIEBER
PRACTICE AND COMMUNICATION ADVISOR
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

WLADIMIR RAYMOND
CONSULTANT



« Il semble nécessaire de nuancer le « catastrophisme » qui parfois accompagne les discours au sujet de la R&D au Luxembourg. »



« Luxembourg is a small country: it has to be more selective than the larger ones, if it wants to maintain high standards of quality, which I am sure we want. »



« At MSF, operational research is understood as the science of doing better – namely by providing better medical care to the most vulnerable. »



« L'innovation est un processus intrinsèquement dynamique qui inclut les coûts irrécupérables, les risques qui y sont liés et les avantages d'être les premiers. »



RECHERCHE PUBLIQUE AU LUXEMBOURG: AMBITIEUX RATTRAPAGE ?

Alors qu'il était un acteur « modeste » dans le monde de la recherche publique, le Luxembourg a pris un tournant majeur au début des années 2000. Avec la création de l'Université, le renforcement et la réorganisation des centres de recherche publique (LIH, LISER et LIST), l'augmentation du budget du Fonds National de la Recherche, l'intensité des dépenses publiques de R&D est passée de 0,1 % du PIB en 2000 à 0,7 % en 2015. Le Grand-Duché a de ce point de vue effectué un rattrapage impressionnant pour se situer désormais dans la moyenne de l'Union européenne en termes d'investissement public dans la R&D.

Il apparaît désormais sur « le radar » des pays européens contribuant à la production de connaissances. Plusieurs domaines ressortent dans ses publications scientifiques à « fort impact », comme la médecine, les matériaux, les TIC, la biochimie-génétique, dessinant de potentiels pôles d'excellence pour le pays.

LES RÉSULTATS RECHERCHÉS DÉJÀ AU RENDEZ-VOUS AU LUXEMBOURG

Dans un contexte de mobilité accrue du capital intellectuel, il est possible pour le tissu économique national de bénéficier des résultats de la R&D réalisée à l'étranger, tout comme les travaux de recherche (publics et privés) réalisés au Luxembourg peuvent, *in fine*, bénéficier à des acteurs internationaux. L'ancrage des entreprises luxembourgeoises dans les chaînes de valeur internationales renforce cette mobilité des savoirs.

Si le rôle de la recherche publique ne peut se résumer à la quête d'impacts économiques, investir dans la construction d'un système de recherche public aurait donc pu paraître paradoxal dans la mesure où les retombées économiques que l'on peut attendre d'une telle politique semblent déjà relativement développées au Luxembourg: part d'entreprises innovantes, intensité des revenus tirés de la propriété intellectuelle, attractivité pour les investissements internationaux, etc. A ce titre, le pays figure en bonne position parmi les « strong innovators » dans le tableau de bord de l'Union européenne afférent, et af-

fiche même la deuxième plus forte proportion d'entreprises innovantes (65 %) de plus de 10 salariés, après l'Allemagne.

ANTICIPATION DES MUTATIONS ET ATTRACTIVITÉ

Quel est donc le rôle de la recherche publique? La volonté - ambitieuse - du pays de disposer de l'ensemble des « briques » qui fondent un écosystème de recherche et d'innovation peut être vue comme une politique de moyen et long termes, visant à mieux anticiper et tirer profit des mutations technologiques, économiques et sociétales, à accélérer la diversification économique et à alimenter les gains de productivité. La politique de recherche publique doit dans ce contexte « faire corps » avec les ambitions économiques à moyen terme du pays.

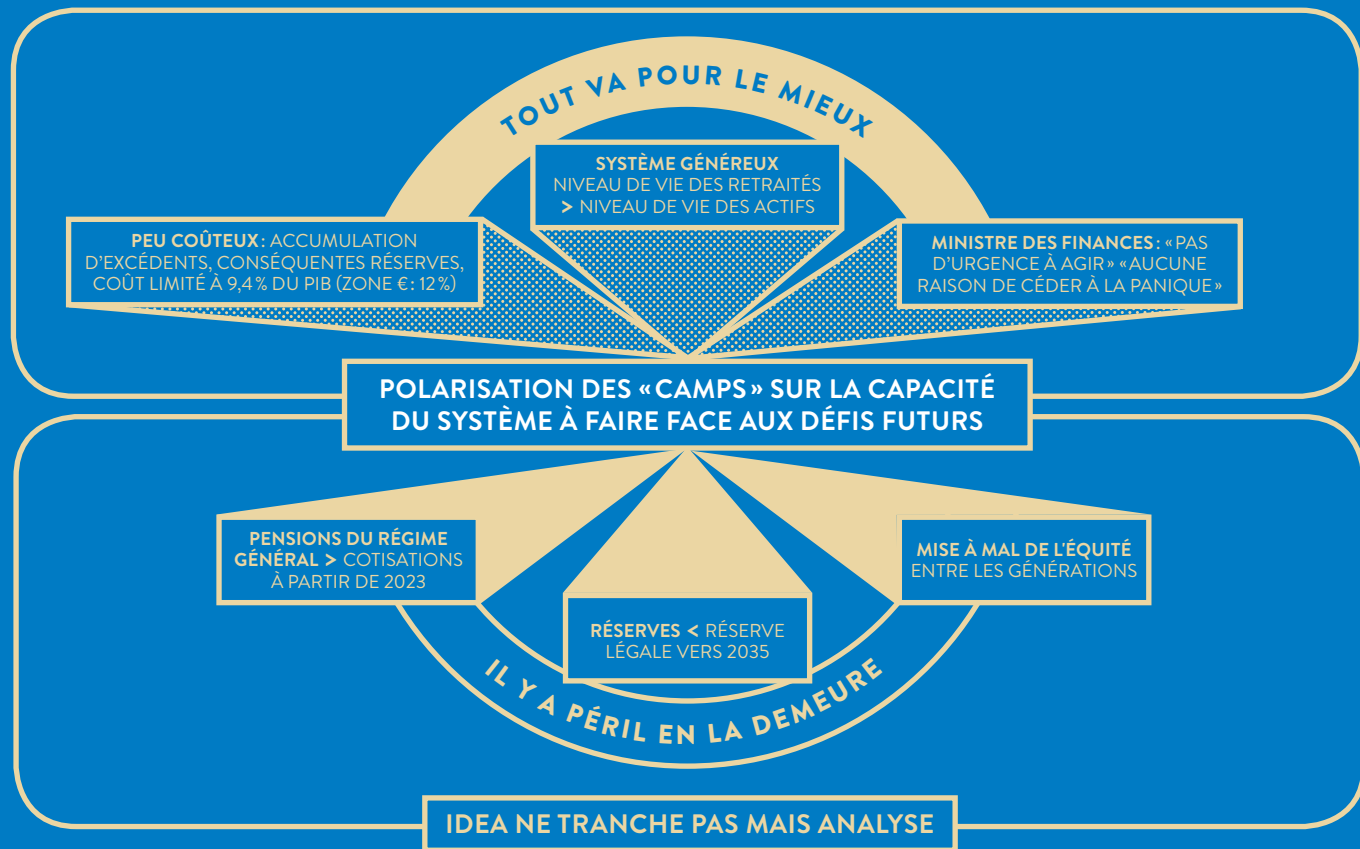
Mais une telle politique vise aussi plus largement à développer son attractivité, à alimenter le marché du travail en actifs (hautement) qualifiés, tout comme elle peut contribuer à renforcer son influence et son image en participant à l'effort européen de transition vers un modèle de croissance intelligente, durable et inclusive.



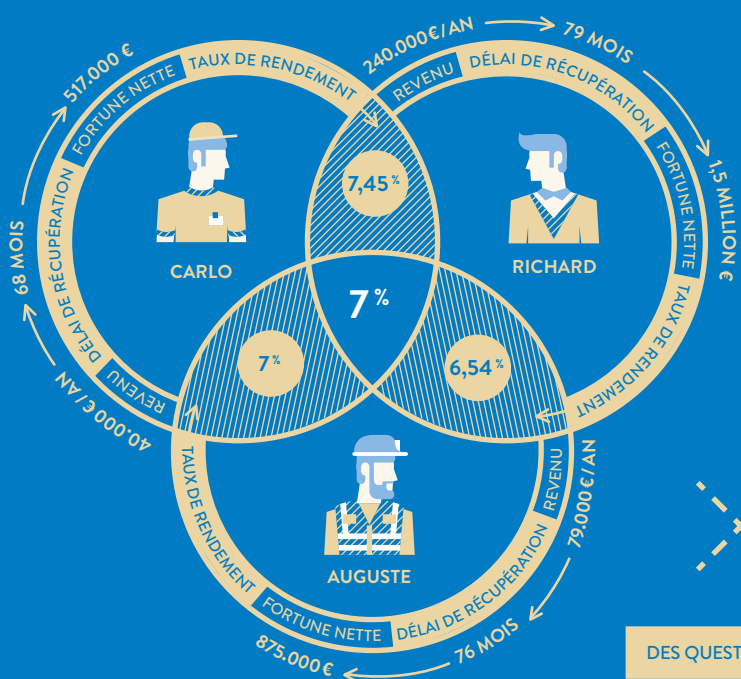
12 | 2017



Vincent Hein
vincent.hein@fondation-idea.lu

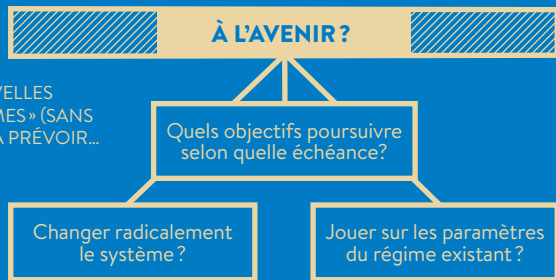


QUE RAPPORTENT LES COTISATIONS RETRAITE ?



DE NOUVELLES
« RÉFORMES » (SANS
DOUTE) À PRÉVOIR...

CONSTATS	
	Délais de récupération courts (cotisations versées, rapidement récupérées via les pensions perçues)
	Reproduction des inégalités de revenus du marché du travail, à travers la fortune nette (pensions reçues - cotisations versées)
	Et les femmes ? (carrières moins régulières, salaires inférieurs à celui des hommes avant la retraite, pensions moindres mais durée de pension plus longue...)



DES QUESTIONS DE CHOIX SOCIAUX ET D'ARBITRAGES POLITICO-INSTITUTIONNELS!

En matière de retraite, le Grand-Duché est confronté à un ensemble de défis : vieillissement de la population, départ à la retraite des baby-boomers et des travailleurs frontaliers et étrangers qui ont accompagné l'essor de l'économie luxembourgeoise à partir des années 80, taux de croissance du nombre de pensions supérieur à celui des assurés-cotisants, sensibilité des équilibres financiers du régime de pension aux variables éco-démographiques, etc. Parce que la question des pensions concerne par essence le futur et que sur un horizon éloigné les prévisions supposent des hypothèses techniques qui font qu'elles ne sont en réalité bien souvent que des simulations, il est particulièrement difficile d'arriver à se mettre d'accord sur la capacité du système à faire face aux défis futurs. C'est ainsi que les partenaires sociaux envoient des messages contradictoires à ce sujet et que les prises de position des autorités ne permettent pas vraiment de départager les deux camps.

Pour les uns

« TOUT VA POUR LE MIEUX »

puisque le système réussit l'exploit d'être généreux (niveau de vie des retraités du Luxembourg supérieur à celui des actifs, taux de pauvreté des seniors moitié moindre que celui des moins de 65 ans), tout en étant selon eux peu coûteux (accumulation des

excédents, réserves conséquentes, coût de 9,4% du PIB contre 12% en moyenne dans la zone euro). Dès lors, évoquer un « mur des pensions » à venir dans plusieurs décennies ne serait que cris de Cassandres désorientés, d'autant plus en considérant l'impact de la réforme de 2012 sur les retraites futures.

Pour les autres

« IL Y A PÉRIL EN LA DEMEURE »

car l'apparente bonne santé actuelle de l'assurance pension se révèle n'être qu'un trompe-l'œil qui ne résiste pas à une analyse éco-démographique (poids sans cesse croissant reposant sur les épaules des actifs, pensions du régime général excédant les cotisations à partir de 2023, réserves en dessous de la réserve légale vers 2035, équité intergénérationnelle mise à mal car les générations futures devront supporter le fardeau à venir). Dès lors, dire que tout va bien serait un scénario de science-fiction.

COMBIEN RAPPORTE

UN EURO DE COTISATION ?

Conscients qu'il n'est pas aisé de trancher « objectivement », nous avons choisi d'apprécier les engagements financiers du système en répondant à une question simple : sur la base des règles existantes combien rapporte un euro de cotisation ?

3 cas types, présentés sur l'infographie, ont été retenus: Auguste, Carlo et Richard sont nés le 31 décembre 1956 et ont été salariés du privé entre 1979 et 2016. Il est supposé qu'ils reçoivent une pension du régime général depuis janvier 2017 et qu'ils décéderont à 82 ans. Juste avant la retraite, Auguste a gagné 79.000 euros, Carlo 40.000 et Richard environ 240.000.

Compte tenu de ces hypothèses – et des ajustements futurs prévus par la réforme de 2012 – le rendement du système de retraite est calculé pour chacun en rapprochant les prestations qu'ils recevront tout au long de leur retraite aux cotisations qu'ils auront versées durant leur vie active, en considérant les cotisations (16%) versées par les salariés et les employeurs. Le taux de rendement, soit l'équivalent de ce qu'ils pourraient percevoir sur un actif financier sans risque comme une obligation par exemple, s'élève à 7% pour Auguste, 7,45% pour Carlo et 6,54% pour Richard.

Les questions de savoir si compte tenu de ces indicateurs (taux de rendement, fortune nette de pension, délai de récupération), le système est « soutenable » et quelles pourraient être les réformes futures à engager pour le rendre plus performant ne sont pas traitées, car elles dépendent de choix sociaux et d'arbitrages politico-institutionnels qui dépassent le cadre de cette analyse et qui feront l'objet de futures publications.



03 | 2018



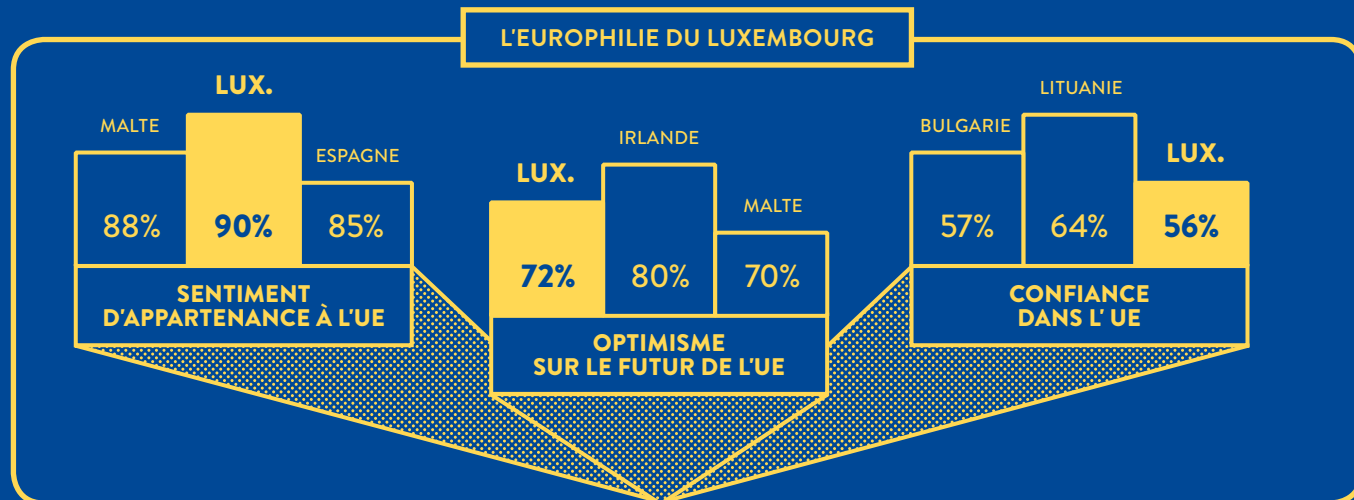
Michel-Edouard Ruben
michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu



Muriel Bouchet
muriel.bouchet@fondation-idea.lu

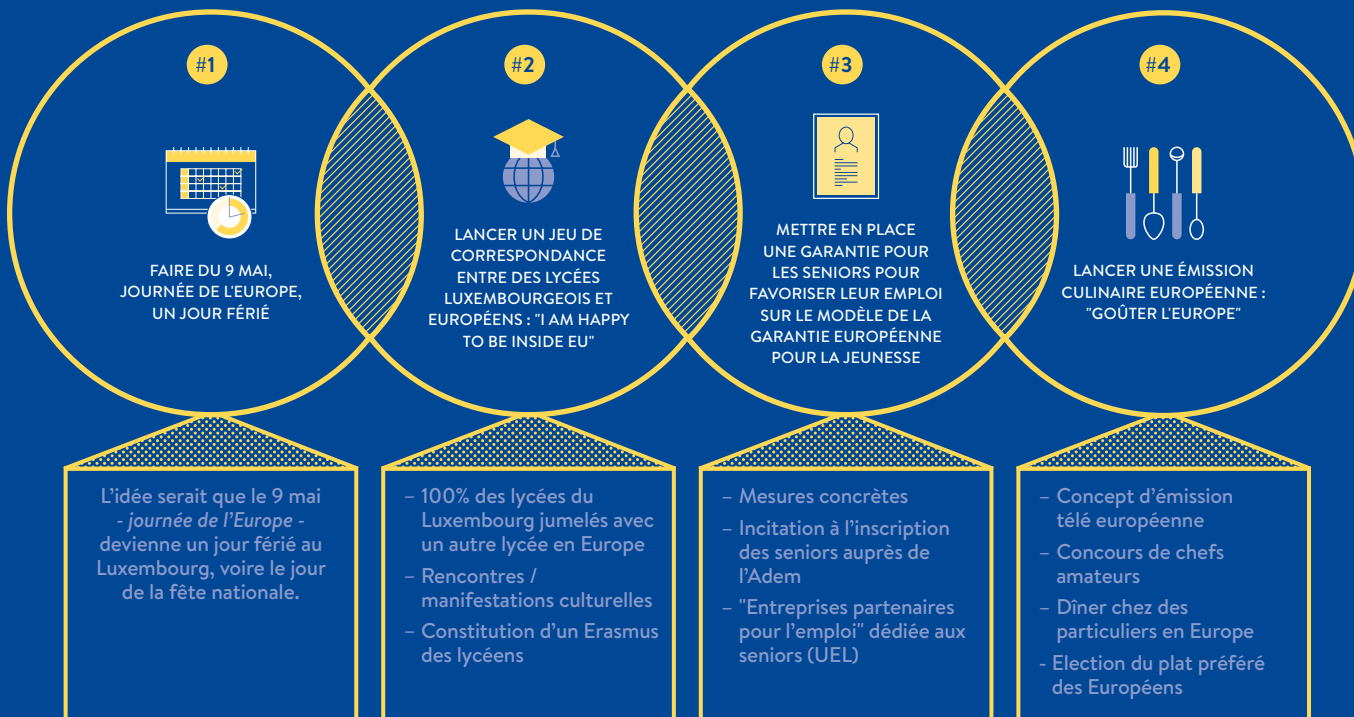


L'histoire d'amour entre le Luxembourg et le « projet » européen d'unité dans la diversité est une divine idylle qui ne connaît que très peu d'orages.



Source: Eurobaromètre Automne 2017

4 INITIATIVES À DÉVELOPPER POUR RECONQUÉRIR LES EUROPÉENS AU LUXEMBOURG ET AU-DELÀ



→ **MONTREZ L'EXEMPLE ET LA VOIE AUX AUTRES EUROPÉENS**

2 INITIATIVES POUR PARACHEVER LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET SIMPLIFIER SON ARCHITECTURE

La démarche technocratique-pèche d'être trop abstraite pour la majorité des citoyens européens et de ne pas pouvoir faire rêver mais le Luxembourg devra (continuer à) y contribuer car elle est indispensable pour parachever la construction européenne, simplifier son architecture et répondre aux principales attentes des Européens (lutte contre le chômage, protection sociale, sécurité, éducation et formation, etc.).

DÉFENDRE L'IDÉE DE FORMALISER L'EUROGROUPE ET DE LE RENDRE MOINS FINANCIER ET BUDGÉTAIRE

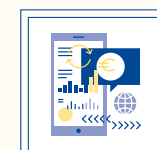
Si l'Eurogroupe a gagné en visibilité depuis la crise, il n'est encore qu'un organe ou se tient des réunions informelles. Alors qu'il est envisagé qu'un futur ministre européen de l'économie et des finances, vice-président de la commission européenne, présidera à l'avenir l'Eurogroupe, il semble temps de donner à cet organe des prérogatives officielles et formelles. Aussi, faudrait-il que le biais l'assimilant aux questions budgétaires et financières soit corrigé. D'après le protocole n°14 au traité de Lisbonne, l'Eurogroupe est une réunion de ministres de la zone euro. Le prochain gouvernement luxembourgeois pourrait/devrait ainsi défendre l'idée d'un « Eurogroupe financier et

social » où se réuniraient également les ministres du Travail et des Affaires sociales de la zone euro. Un Eurogroupe social semble d'ailleurs une étape nécessaire pour faire vivre le socle européen de droits sociaux qui a été conçu spécialement pour la zone euro.

APPUYER LA DÉMARCHÉ DE LA COMMISSION POUR UNE ORIENTATION BUDGÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA ZONE EURO

Le cadre budgétaire européen actuel est issu de la sédimentation d'une multitude d'ajustements successifs, de sorte qu'il est d'une effroyable complexité : Pacte de Stabilité et de Croissance, « two-pack », « six-pack », seuils de 3 et 60% du PIB, objectif budgétaire à moyen terme, etc. Cette grande complexité va de pair avec une rigidité certaine, une asymétrie pas toujours bienvenue et une coordination pour le moins défaillante. Ainsi, les règles budgétaires européennes peuvent « interdire et sanctionner » les déficits élevés mais ne peuvent que « constater » les excédents de certains pays et leur « suggérer » des politiques expansionnistes, et le cadre budgétaire européen actuel ne contient aucune règle qui permette de gérer réellement l'orientation budgétaire agréée de la zone euro. Avec l'ajout par la Commission d'une recommandation sur une position bud-

gétaire globale pour la zone euro afin de sortir du paradoxe qui fait que « ceux qui veulent jouer sur la marge de manœuvre budgétaire ne disposent pas d'une telle marge et ceux qui en disposent ne veulent pas en faire usage » dans le cadre du semestre européen, il est désormais avancé une approche pragmatique, qui permettrait de trancher ce nœud gordien des règles budgétaires. Cette approche confère à la coordination budgétaire entre Etats membres une véritable valeur ajoutée européenne, mais elle demeure encore confidentielle et très peu prise au sérieux. De manière concrète (et schématique), le Luxembourg pourrait/devrait défendre que la recommandation concernant l'orientation budgétaire globale de la zone euro soit repensée (par exemple en prenant en compte des variables d'investissements publics et de taux de chômage de plein emploi), davantage discutée par le Comité budgétaire européen et par les organes nationaux afin qu'elle gagne en crédibilité, et qu'elle soit plus qu'une simple invitation. L'idée serait qu'à terme cette règle d'orientation budgétaire remplace la plupart des règles budgétaires actuelles, notamment ces seuils de 3%/60% qui contraignent souvent les Etats membres à serrer les boulons budgétaires au moment précis où survient un brusque ralentissement économique.



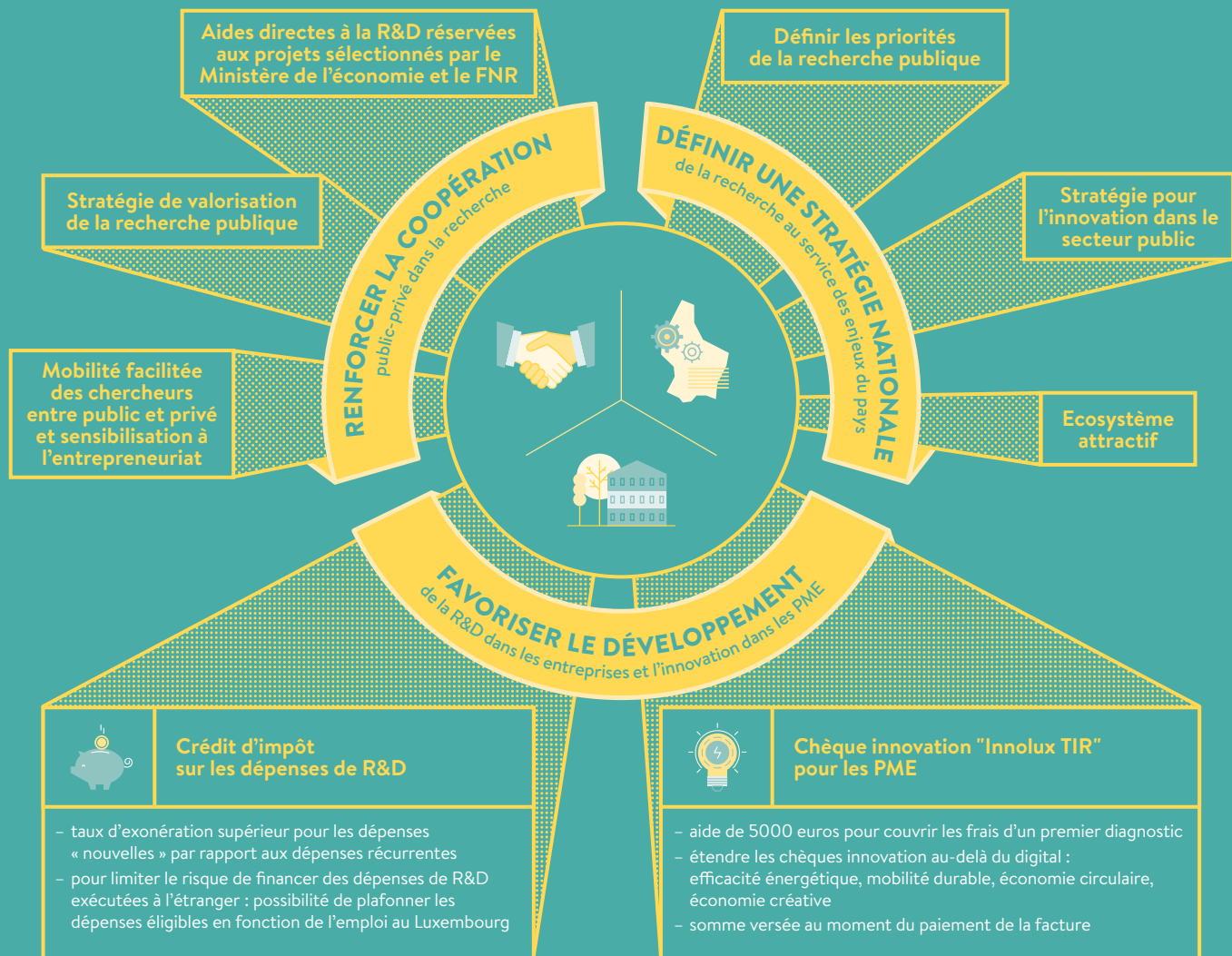
05 | 2018



Michel-Edouard Ruben
michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu



En 2017, le système luxembourgeois de recherche publique a eu 30 ans.
Recommandations d'IDEA pour son entrée dans la 4^e décennie !



FOCUS : Revoir les priorités des aides publiques aux entreprises pour la R&D



INTENSITÉ DES AIDES POUR LES APPELS À PROJETS

Avec coopération publique privée	€ € € €
Sans coopération publique privée	€ € €



INTENSITÉ DES AIDES POUR LE CRÉDIT D'IMPÔT

Dépenses nouvelles	€ €
Dépense récurrentes	€

—
EN 2017, LA RECHERCHE PUBLIQUE LUXEMBOURGEOISE A PASSÉ LE CAP DES TRENTE ANS. AU FIL DE CES ANNÉES, ELLE S'EST CONSIDÉRABLEMENT TRANSFORMÉE ET RENFORCÉE, FAISANT PROGRESSIVEMENT APPARAÎTRE LE LUXEMBOURG SUR LA CARTE DE LA RECHERCHE EUROPÉENNE.

Les moyens financiers des organismes de recherche ont été augmentés, toute une série d'outils nouveaux ont été mis en place (comme les appels à projets du Fonds National de la Recherche – FNR – ou les contrats pluriannuels entre les institutions et l'Etat) et des réorganisations d'envergure ont été opérées (création de l'Université, refonte des Centres de Recherche Publics). Tout cela dessine progressivement une politique de recherche cohérente au Luxembourg et commence à porter ses fruits au niveau de la visibilité croissante des centres de recherche qui affichent des indicateurs de « qualité » en progression.

Pour faire de la quatrième décennie de la recherche publique luxembourgeoise un succès, ses acteurs devront répondre

à un double défi : décrocher leurs lettres de noblesse dans des domaines d'excellence tout en se rattachant aux défis économiques et sociétaux que le pays doit relever. Un chantier – parmi d'autres – consistera en la mise en œuvre d'une stratégie de valorisation de la recherche publique qui aurait pour objectif de renforcer la « commercialisation d'idées ou de technologies » qui en sont issues. Elle peut s'opérer par plusieurs moyens, comme la collaboration entre les organismes de recherche et l'industrie, les licences contractées sur la propriété intellectuelle, les brevets déposés, ou encore la création de start-ups ou de spin-offs par des chercheurs.

Les contrats de performance pluriannuels (2018-2021) clarifient les moyens et les objectifs de chacun des centres de recherche publics et de l'Université en matière de valorisation de la recherche. Il n'existe néanmoins aucune « stratégie d'ensemble » explicite dans le domaine de la valorisation à l'échelle du pays.

Parmi les nouveaux outils sur lesquels elle peut s'appuyer, les Technology Transfer Offices, ou « TTOs » sont progressivement déployés dans les

institutions. Une proximité des agents chargés de la politique de transferts de technologie avec les chercheurs est cruciale pour faciliter la diffusion de la « culture » de la valorisation, plaidant en effet pour une présence de TTOs au sein même des organismes de recherche. Les revenus tirés de cette valorisation doivent également bénéficier aux acteurs qui en sont à l'origine. Une *task force* commune pourrait permettre la mutualisation de certaines « tâches » comme l'étude des besoins potentiels des entreprises et institutions publiques, la « prospection » auprès de ces acteurs, le soutien dans la gestion de la propriété intellectuelle (aspects juridiques) et l'évaluation.

Etant donné que la taille du « marché » est limitée, la valorisation de la recherche luxembourgeoise devrait également se faire au-delà des frontières. La *task force* de valorisation pourrait ainsi chercher des débouchés dans un premier temps à l'échelle de la Grande Région. Les organismes de recherche publics pourraient par exemple adhérer à des clusters étrangers dans lesquels une valorisation de leurs activités de recherche serait envisageable.



06 | 2018



Vincent Hein
vincent.hein@fondation-idea.lu


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES OCTOBRE 2018

Afin de faire vivre la démocratie participative, IDEA a permis à 6 personnalités d'endosser le rôle de Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg le temps d'une soirée pour présenter le projet phare qu'elles mettraient respectivement en œuvre.


ROLF TARRACH

 PRÉSIDENT DE L'EUROPEAN
UNIVERSITY ASSOCIATION

J'allongerais la durée des mandats des députés mais réduirais leur cumul dans le temps avec une interruption obligatoire de 5 ans entre 2 mandats.


GASTON VOGEL

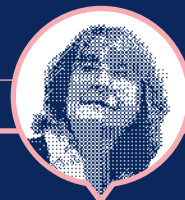
AVOCAT

Pour garantir l'équité et l'impartialité de la justice, j'introduirais une clause stipulant qu'un Juge doit cesser ses fonctions en cas de mariage, de partenariat ou d'alliance avec un Avocat qui exploite un cabinet dans l'arrondissement judiciaire où il siège.


TULLIO FORGIARINI

 AUTEUR ET
PROFESSEUR

J'introduirais 20 minutes de lecture «loisir» par jour pour être plus tonique et plus efficace au travail.


LAURA ZUCCOLI

PRÉSIDENTE DE L'ASTI

J'inscrirais d'office des étrangers européens sur les listes électorales pour les élections communales et européennes afin de rééquilibrer l'électorat à Luxembourg et de le rendre beaucoup plus représentatif de la population.


AGNIESZKA ZAJAC

 MANAGING PARTNER
ODGERS BERNDTSON

Pour limiter le décrochage scolaire, j'adapterais le système d'enseignement pour mettre l'accent sur le contenu des matières plus que sur les langues.


BEN STEMPEL

 SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU JUGENDPARLAMENT

Pour faire prévaloir la «présomption de don d'organes» pour toute personne qui n'aurait pas exprimé une volonté contraire, j'introduirais un registre d'opposition aux dons d'organes. J'étendrais aussi les horaires d'ouverture des centres de don du sang.


**RETROUVEZ LES PHOTOS DE L'ÉVÉNEMENT
DANS LE MERKUR DE JUILLET/AOÛT 2018**
rubrique "retour en images"
**CES IDÉES INSPIRERONT-ELLES
LES (VRAI-E-S) CANDIDAT-E-S ?**
Réponse prochainement!

—
**LE 14 OCTOBRE PROCHAIN,
LES ÉLECTEURS
LUXEMBOURGEOIS
DÉSIGNERONT LEURS
60 REPRÉSENTANTS POUR
LES 5 ANNÉES QUI VIENNENT
À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.**

Si le temps « officiel » de la campagne électorale peut paraître relativement limité, les préparatifs ont commencé depuis « belle lurette ». Anticiper le coup d'après est bien l'un des (nombreux) rôles de tout parti politique. A cette occasion, IDEA a poursuivi la mission qu'elle tâche de remplir depuis plus de 4 ans maintenant : contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique à travers des analyses de qualité et des propositions audacieuses qu'elle a, par divers biais, soumises aux élus et candidats.

Dès janvier, un « **colis d'IDEA** » contenant une sélection rigoureuse de nos contributions phares a été envoyé aux différents partis et fractions afin d'accompagner les (futurs) représentants dans leurs diagnostics et de préconiser des solutions face aux problématiques d'envergure du Luxembourg. Cette démarche était l'amorce d'une longue série. En avril, comme à l'accoutumée, nous avons publié notre « **Avis annuel** » posant, élections obligent, 5 questions « prospectives » auxquelles nous vou-

drions que le prochain Gouvernement répondent 5 fois oui à la fin de la mandature, en 2023: L'économie luxembourgeoise a-t-elle trouvé de nouvelles niches de croissance? Le pays se classe-t-il parmi les « leaders de l'innovation » européens? Le « modèle socio-économique » est-il adapté aux enjeux de la croissance démographique? Croissance inclusive: les inégalités ont-elles baissé tant sur le plan social qu'économique? La transition écologique « à la luxembourgeoise » est-elle définie et engagée? Qui dit Etat dit dépenses et recettes: leur analyse dans le cas luxembourgeois faisait l'objet de la partie thématique de cet avis.

Entre les mois d'avril et de juillet, nous avons publié une série de cinq **cahiers thématiques électoraux**, comme autant de suggestions programmatiques destinées aux candidats et futurs élus. Étaient ainsi couverts: le logement, l'Europe, la R&D et l'innovation, les finances publiques et la protection sociale ainsi que les entreprises. Afin de maximiser leur impact, nous avons tenu à les présenter individuellement aux différents partis qui, en fonction de leurs priorités, se sont montrés réceptifs. Par ailleurs, avec l'événement « **Si j'étais formateur du Gouvernement...** », le 13 juin a constitué l'un des temps forts de notre année. En invitant 6 personnalités d'horizons divers à présenter un projet qu'elles mettraient en

œuvre si elles étaient désignées Premier Ministre au lendemain des élections, IDEA a contribué à donner corps au concept de « démocratie participative ». « Les paroles s'envolent, les écrits restent »: suivant cette locution, nous avons publié une série de blogs retranscrivant chacune des propositions de nos apprentis formateurs.

En outre, les « **Débats d'IDEA** » se sont poursuivis, permettant d'aborder des thèmes aussi controversés que la hausse du salaire social minimum ou l'introduction de droits de succession. Nous avons ainsi reçu les contradicteurs suivants: Nicolas Schmit, Ministre du Travail, et Nicolas Henckes, président de la clc puis Marc Lies, député-bourgmestre et Claude Ballini, architecte-urbaniste. La rentrée a par ailleurs été marquée par une discussion entre François Bausch, Michèle Detaille et Christian Eckert sur les problématiques transfrontalières. Enfin, un prochain débat d'IDEA entre Pierre Gramegna et Carlo Thelen se tiendra le 20 septembre.

Bien que sans vocation partisane, notre action s'est donc intégrée au contexte électoral en cette année si particulière, nourrissant des discussions prometteuses et tâchant de mettre à l'agenda des « sujets sensibles » dont le traitement pourrait influencer l'avenir du Luxembourg.

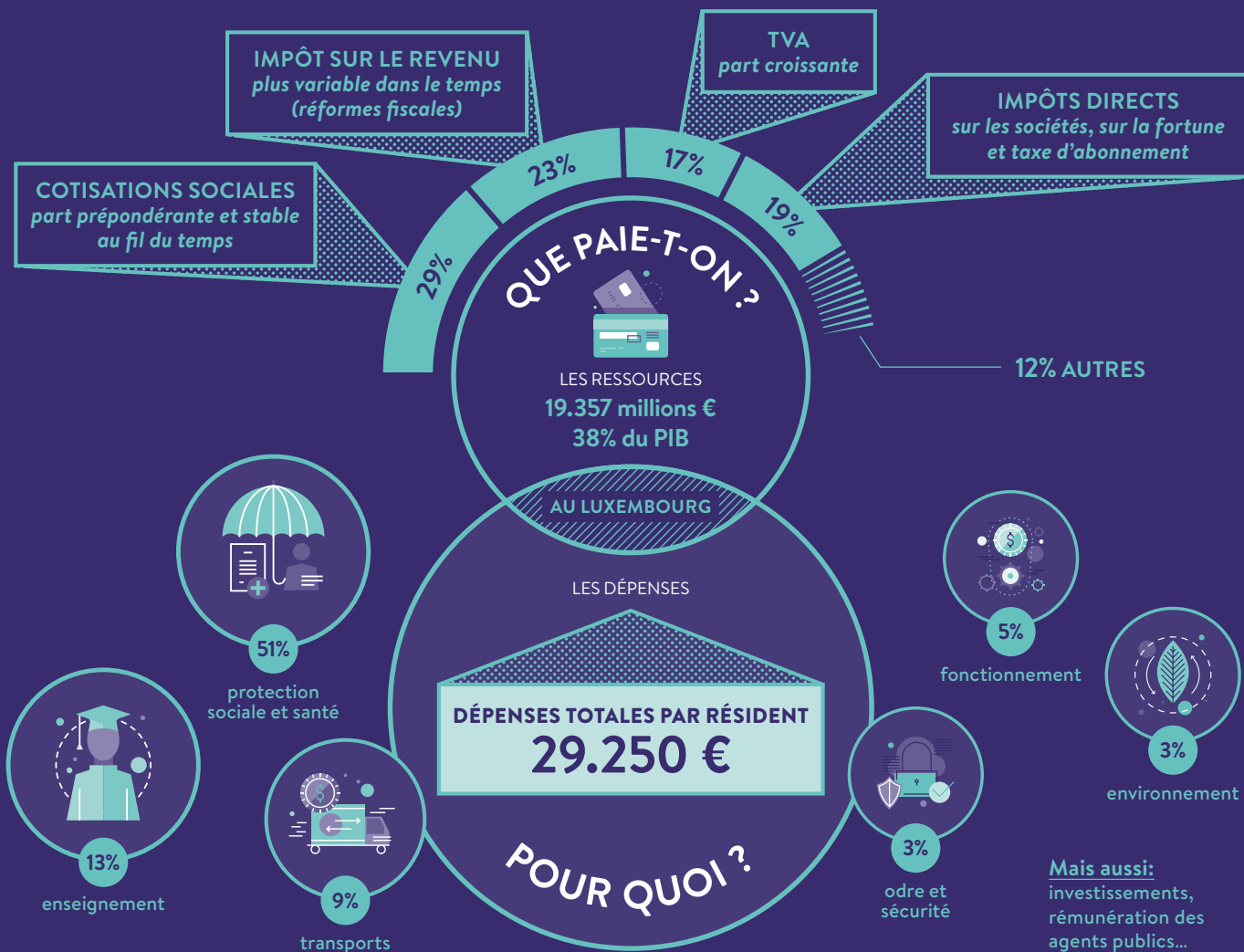


09 | 2018


L'équipe IDEA
info@fondation-idea.lu



"L'Etat nous étouffe", "la pression fiscale est excessive", "les dépenses publiques sont trop faibles/trop élevées": les déclarations sont nombreuses en ce qui concerne le rôle de l'Etat. Qu'en est-il vraiment?



COMPARAISON INTERNATIONALE DES DÉPENSES TOTALES PAR RÉSIDENT (2015)

LU	29 250 €
BE	18 532 €
FR	17 317 €
NL	16 791 €
DE	15 822 €

PLUSIEURS EXPLICATIONS POSSIBLES À CE NIVEAU DE DÉPENSES PLUS IMPORTANT

Manque de rigueur dans la gestion des ressources ?

Priorités politiques ?

Niveau de vie élevé (exigences en matière de culture, d'éducation, de formation...)?

RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

- > INITIER UN « BILAN GÉNÉRAL » DES DÉPENSES PUBLIQUES
- > ACCÉLÉRER LA TRANSITION VERS UN ETAT 4.0

POUR UNE ANALYSE DÉPASSIONNÉE DES RECETTES ET DES DÉPENSES PUBLIQUES AU LUXEMBOURG

—
L'ETAT NOUS ÉTOUFFE, LA PRESSION FISCALE EST EXCESSIVE, LES DÉPENSES PUBLIQUES SONT TROP FAIBLES OU TROP ÉLEVÉES : LES DÉCLARATIONS SONT LÉGION EN CE QUI CONCERNE LE RÔLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, MAIS UNE « VISION D'ENSEMBLE » FAIT SOUVENT DÉFAUT. C'EST POURQUOI NOUS AVONS FAIT LE POINT À TRAVERS UNE ANALYSE DÉPASSIONNÉE, DITE « INPUT / OUTPUT » DES RECETTES ET DES DÉPENSES PUBLIQUES AU LUXEMBOURG.

Un premier aspect abordé concerne **les recettes** (« **inputs** »), avec une mise en garde contre des jugements du type « Vous travaillez jusqu'à la fin mai uniquement pour l'Etat ». Les prélèvements publics ne sont en effet nullement des pertes sèches pour les citoyens, bien au contraire comme l'établit un survol des **diverses activités publiques** (« **outputs** »).

La revue détaillée des dépenses, véritable caléidoscope, montre qu'en

comparaison internationale les dépenses publiques par habitant paraissent souvent élevées au Luxembourg, dans une proportion allant souvent pratiquement du simple au double. Elles atteignent près de 30 000 euros par an et par tête au Luxembourg, contre 17 000 en moyenne dans les trois pays limitrophes et aux Pays-Bas. Elles sont principalement – à raison de 51% – canalisées vers la protection sociale (pensions, dépendance, allocations familiales, ...) et la santé. Elles se caractérisent cependant dans le même temps par une grande diversité : enseignement (13% du total), transports (9%), fonctionnement, ordre et sécurité, culture, etc. Il peut s'agir d'investissements, de consommation courante ou de rémunérations. Le Luxembourg tend à dépenser plus que ses voisins dans pratiquement tous ces domaines.

Est-ce à dire qu'il conviendrait de réduire les dépenses publiques de 40 à 50% ? Non. Il s'agit plus modestement d'initier un « **bilan général** » prenant en compte tous les aspects de la problématique. Des dépenses publiques élevées peuvent être le reflet d'un manque de rigueur dans la gestion des fonds. Elles peuvent

à l'inverse résulter de priorités politiques ou de facteurs économiques parfaitement objectivables.

Un tel processus de réflexion devrait être lancé dès que possible, préalable à un plan d'action en 5 éléments : (i) une meilleure identification des **domaines prioritaires de l'action publique** ; (ii) considérer les moyens publics non comme une fin en soi, mais comme **un moyen vers de meilleurs résultats** en termes de cohésion sociale, d'égalité des chances et de bien-être ; (iii) **une pratique de gestion plus « cohérente dans le temps »**, intégrant notamment les défis démographiques à venir ; (iv) étudier les opportunités de **coopération entre les Administrations publiques et le secteur privé** dans la mise en œuvre de certaines activités de l'Etat et (v) des Administrations publiques intégrant pleinement, au cœur même de leurs activités, **les acquis de la « révolution numérique »**.

L'enjeu est d'importance, avec des dépenses publiques de l'ordre de 30.000 euros par an et par habitant...



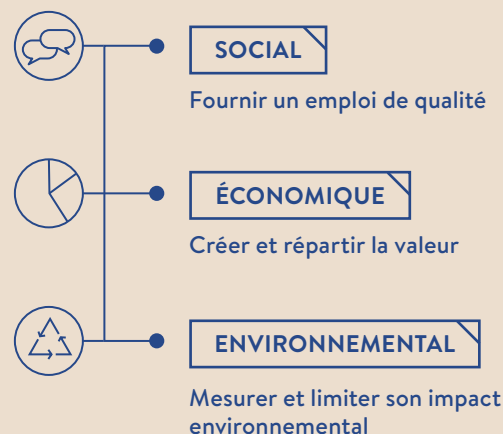
10 | 2018



Muriel Bouchet
muriel.bouchet@fondation-idea.lu

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES, LESQUELLES ?

3 PILIERS PRINCIPAUX



2 DIMENSIONS TRANSVERSES

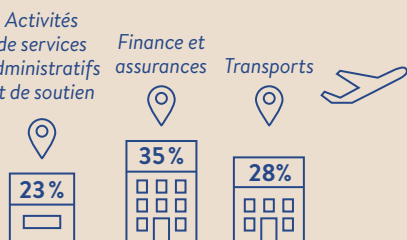


QUI FAIT QUOI ? DANS QUELS SECTEURS ?

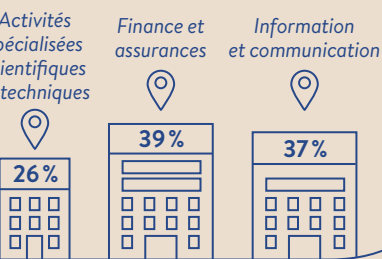
2 signes
« visibles »
de RSE



Entreprises
labellisées
(INDR)

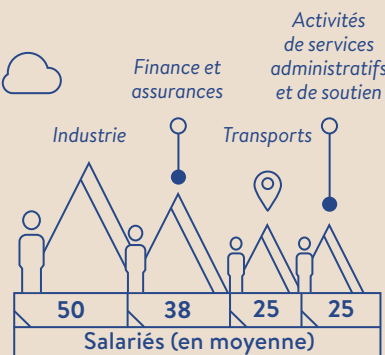


Entreprises
membres
(IMS)



17% DES ENTREPRISES DE PLUS DE 250 SALARIÉS SONT LABELLISÉES PAR L'INDR ET 23% SONT MEMBRES D'IMS.

SECTEURS AVEC LE PLUS GRAND NOMBRE DE SALARIÉS EN MOYENNE PAR ENTREPRISE



**LES GRANDES
ENTREPRISES AVEC UN
RISQUE DE RÉPUTATION
ÉLEVÉ SEMBLENT
PLUS PROMPTES À
FORMALISER LEUR «RSE»**

RSE : QUELLES ENTREPRISES AFFICHENT LEUR RESPONSABILITÉ ?

La RSE interroge le rôle structurant des entreprises dans le bon fonctionnement social.

Concept «fourre-tout» pour certains, impératif stratégique pour d'autres, la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) a le mérite d'interroger le rôle structurant des entreprises dans le bon fonctionnement social face aux impacts et aux attentes qu'elles génèrent. Elles sont ainsi invitées à intégrer volontairement des préoccupations sociales et environnementales à leur cœur d'activité et dans leurs relations avec leurs parties prenantes, reflétant ainsi leur contribution au développement durable.

Faire... et faire savoir

Mais en la matière, faire n'est pas tout, il convient également de faire savoir... Plusieurs outils de formalisation de la RSE ont émergé : certificats, réseaux spécialisés et publication de rapports de développement durable en sont autant d'exemples. Au Luxembourg, deux initiatives essentielles sont au cœur de cette structuration : l'Institut national pour le développement durable et la RSE (INDR) et le réseau Inspiring More Sustainability Luxembourg (IMS).

20% des salariés travaillent dans une entreprise sensibilisée à la RSE...

Aujourd'hui, quelque 153 organisations ont reçu le label de l'INDR tandis que le réseau IMS compte 128 membres. Les deux organisations rassemblent des entreprises qui totalisent respectivement plus de 50.000 et 62.000 salariés. Une trentaine d'entreprises, regroupant plus de 25.000 salariés, cumule adhésion IMS et labellisation INDR. Au total, ce sont donc près de 90.000 salariés qui travaillent pour une organisation sensibilisée à la RSE, soit plus de 20 % de l'emploi. L'analyse des entreprises «IMS» et «INDR» montre que la proportion de grandes entreprises qui formalisent leurs pratiques RSE est plus forte que celle des PME. Contribuant à améliorer les modèles d'affaires, les démarches RSE peuvent également participer d'une meilleure gestion du risque, en particulier de réputation, comme de la compétitivité des entreprises - deux éléments cruciaux chez «les grandes».

Si les microentreprises représentent une proportion non négligeable des entreprises labellisées par l'INDR et des membres d'IMS (environ 30%), rapporté au total de ces très nombreuses entreprises, le résultat est proche de 0%. Si le manque de moyens humains et de temps peut expliquer que la RSE ne soit pas perçue comme une priorité

par leurs chefs d'entreprise, on peut aussi prudemment supposer qu'une plus grande proximité avec le dirigeant y est possible et, ainsi, que la responsabilité, sur le versant social du moins, y relève d'une forme de «bon sens», qui peut se passer de formalisation.

... surtout dans des secteurs où le nombre moyens de salarié par entreprise est élevé

Sur le plan sectoriel, il ressort de l'analyse des entreprises sensibilisées que les salariés des secteurs finance et assurance, transports et activités de services administratifs et de soutien (INDR) et finance et assurance (bis), information et communication ainsi qu'activités spécialisées scientifiques et techniques (IMS) sont particulièrement bien couverts. Ce sont, par ailleurs, des secteurs où le nombre moyen de salariés par entreprises est comparativement élevé.

Mais le vivier de grandes entreprises à «conquérir» par les principaux organes de promotion de la RSE au niveau luxembourgeois est loin d'être tari puisque près de 70% ne sont ni labellisées INDR, ni membres du réseau IMS. Dans un premier temps, les attirer permettrait de toucher un plus grand nombre de parties prenantes qu'en ciblant les PME.



01 | 2019



Sarah Mellouet
sarah.mellouet@fondation-idea.lu

Fondation IDEA asbl
7, rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg

fondation-idea.lu

Décembre 2018